

By

EWAG

OCTOBRE 2025 N° 140

ILLETTRISME
Des solutions
concrètes et adaptées

INDUSTRIE
Un patrimoine
collectif à défendre

INNOVATION
La Guyane intègre le réseau
Start-Up de Territoires

**Thibault
Reversé**

directeur général
Crédit Agricole
Martinique-Guyane

DOSSIER

**URBANISME
ET CLIMAT**

NOUVELLE GÉNÉRATION,
NOUVELLES NORMES

**UNE BANQUE
100% HUMAINE...
ET 100% DIGITALE**



Que

404

Page Not Found



pour les pros

Votre vie de pro mérite **Orange Pro.**

Avec la solution **5G Work**, profitez depuis votre bureau du **Très Haut Débit en illimité** sur le réseau 5G d'Orange.



Découvrez toutes
nos solutions Pros

Flybox 5G+ nécessaire (location incluse). Réservée aux particuliers pour toutes nouvelles souscriptions. Connexion accessible exclusivement au domicile du client aux Antilles-Guyane sous couverture 5G. Débit maximum théoriques de connexion aux Antilles françaises : jusqu'à 2,6 Gbit/s en réception et jusqu'à 140 Mbit/s en émission en zones couvertes en 3,5GHZ. Disponible uniquement dans les zones couvertes en 5G (déploiement en cours). Offre non compatible Open. Perte de la remise en cas de changement d'offre. Sous réserve d'éligibilité et de compatibilité technique sur réseaux compatibles. Détails et conditions sur orangecaraibe.com. 10/25 © Orange S.A au capital de 10 640 226 396 € Siège Social : 111, quai du Président Roosevelt 92130 Issy les Moulineaux 380 129 866 RCS Nanterre.



Pro

Le poids des images

Exposés au Quai Branly dans le cadre de l'exposition *Amazônia. Créations et futurs autochtones*, les collages de Denilson Baniwa entrechoquent photographies anthropologiques et culture populaire, interrogeant ainsi le rôle des images passées dans la construction de nos représentations actuelles.

La primatologue Jane Goodall en savait quelque chose : « J'ai fini par accepter le fait qu'il y avait deux Jane : celle qui vous parle et l'icône qui a été créée », admettait-elle. Jane Goodall éminente scientifique britannique... Jane Goodall éternelle jeune femme blonde, seule au milieu des primates. Scientifique et militante, Jane Goodall s'en est allée en faisant de la protection de notre habitat et de sa biodiversité la bataille d'une vie. À l'approche de la COP30, c'est l'engagement d'une génération de professionnels de l'habitat que nous avons souhaité mettre en lumière dans notre dossier, où, là aussi, les modèles hérités du passé se heurtent aux enjeux contemporains, avec l'impérieuse nécessité de réapprendre à construire dans un contexte donné. Ici, on se projette, on façonne de nouveaux modèles, on reconstruit l'existant, on reprend le pouvoir.

Et si l'*empowerment* était une couleur, ce serait certainement le rose, qui habille toutes les couvertures de nos éditions d'octobre, symbole de l'engagement d'EWAG dans la lutte contre le cancer du sein. Encore une image pour changer le monde...

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles

Rédacteurs en chef

Guadeloupe Martinique Guyane

édito

Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadInMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay – Sandrine Chopot
Laetitia Juvier – Axelle Dorville
Caroline Babin – Colette Coursaget

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann – Lou Denim
Stéphane Juret – Aliocha
Christophe Fidole

Photo de couverture
Jean-Albert Coopmann

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Brand content manager
Anouck Talban

Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

VIDÉO
JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag: IguanaCom (0694 26 55 61)
Karumag: BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag: M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H. Becquerel - BP2174-
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Audrey Béral
Déléguée générale bonfilon



Luciano Sainte-Rose
Directeur du développement



Sarah Balay
Journaliste

ASSURANCES



D'ASSURANCES À VOS CÔTÉS

C'EST PLUS QUE DE LA COUVERTURE...

C'EST DE L'ENGAGEMENT !



**MARTINIQUE
GUYANE**

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Martinique-Guyane société coopérative à capital variable agréée en tant qu'établissement de crédit, Société dont le siège social est situé 21 rue Case Nègres - Place d'Armes - 97232 Le LAMENTIN - RCS Fort de France D 313 976 383 - code APE 6419Z. Société de courtage d'assurances immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° ORIAS 07 024 140 Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 512-6 et L 512-7 du Code des Assurances www.ca-martinique-guyane.fr Téléphone 0596 66 59 39 - Télécopie 0596 51 51 37, ADEME (Filière papier graphique) : 568249 : FR341730_01WLZN



À LA UNE

8/ **Crédit Agricole.**
Un modèle mutualiste « made in Guyane »

TERRITOIRES

12/ **Illettrisme** : actions choc dans les territoires
14/ **Image du mois**
16/ **En chiffres**
18/ **Brèves**
22/ **Start-Up de Territoires.** Rendre les citoyens
« acteurs » de leur territoire
24/ **UDE-MEDEF et la Fédération**
des entreprises d'Outre-mer.
« C'est le combat de tous »
28/ **« Que cherchez-vous ? »**
Quand l'expérience fait compétence

ENTREPRISES

30/ **Carrière d'Ultramarin.**
Madame la présidente
32/ **Digicel Business.** La connectivité,
levier de compétitivité

DOSSIER

// **Urbanisme**
nouvelle génération, nouvelles normes
34/ Dossier de la rédaction
48/ **EDF Guyane.** « Agir plus » pour réduire sa
consommation électrique

EXPERTISE

52/ **Bonfilon.info.** Ça chiffre :
l'emploi local en 2025
56/ **5 choses à savoir** sur le CDI intérimaire
58/ **Tendance au travail.** Workation, le travail
en mode vacances

LIFESTYLE

60/ De l'art de raconter des histoires
62/ **Instant déco**
64/ 45 minutes (ou presque) pour mieux
comprendre... la « loi Duplomb » ?
65/ **Ewag buzz** : ce qu'il ne fallait pas louper

sommaire

« NOUS CONSTRUISONS UN MODÈLE MUTUALISTE MADE IN GUYANE »

Le 27 septembre 2025, le Crédit Agricole a inauguré une nouvelle agence à Saint-Laurent-du-Maroni. Thibault Reversé, directeur général du **Crédit Agricole Martinique-Guyane** depuis février 2025, nous explique comment cette implantation s'inscrit dans une stratégie ambitieuse : créer un réseau mutualiste adapté aux spécificités guyanaises. Entretien.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Jean-Albert Coopmann

Pourquoi une nouvelle agence à Saint-Laurent-du-Maroni ?

Saint-Laurent-du-Maroni connaît une croissance démographique exponentielle et pourrait bien devenir la ville ultramarine française la plus peuplée. C'est, par conséquent, un territoire en développement qui génère des volumes d'investissements colossaux avec l'arrivée de la Cité du ministère de la Justice (à l'horizon 2027, ndlr), l'implantation d'établissements scolaires et hospitaliers et la construction de logements pour accueillir ces populations. Le Crédit Agricole accompagne naturellement cette trajectoire de croissance et de développement de l'économie, dans une ville où le besoin de financement, rapporté à la population, reste certes limité, mais où le besoin de bancarisation est réel. Saint-Laurent, c'est une autre Guyane. Les enjeux ne sont pas les mêmes qu'à Cayenne. En somme, les pratiques et les relations avec la banque restent à construire. Nous avons ouvert deux agences pour accompagner les particuliers et les petites entreprises. La première est en cours de rénovation et rouvrira, au plus tard, début 2027. Les équipes y sont majoritairement originaires de la région et certains collaborateurs parlent 5 langues, afin d'être au plus près des réalités locales.

Quels sont les défis de votre développement en Guyane ?

Une agence, c'est à la fois l'immeuble et les compétences. Il existe des freins sur les deux niveaux. Construire une agence bancaire aux standards de

sécurité européens est un défi à cause des difficultés pour acheminer le matériel, par exemple. Sur le plan du recrutement, trouver des candidats formés n'est pas non plus chose aisée, ce n'est pas impossible puisque nous avons constitué une équipe de 8 personnes à Saint-Laurent-du-Maroni, mais cela prend du temps. Je pense aussi qu'il faut être humble, car les attentes des clients, tout comme leur approche de la banque sont différentes. Il faut encore aider une partie de la population à comprendre le rôle de la banque, dans une ville où l'économie informelle est extrêmement développée. Nous devons donc également nous adresser à cette partie de la population qui reste en marge du système bancaire traditionnel.

LE CRÉDIT AGRICOLE,
EN GUYANE, C'EST :

7 AGENCES

60 COLLABORATEURS

Bio express

À 49 ans, Thibault Reversé évolue au sein du Crédit Agricole depuis plus de 25 ans. Il a travaillé pour l'inspection générale du groupe avant de rejoindre des caisses régionales en Alsace, puis à Toulouse, où il a occupé différentes fonctions de cadre dirigeant. Avant sa prise de fonction en Martinique, il occupait le poste de directeur général du Crédit Agricole next bank, une banque de détail, en Suisse.



Quelle place tient le numérique dans votre stratégie ?

Une place essentielle ! L'un des slogans du Crédit Agricole est de dire que c'est une banque 100 % humaine et 100 % digitale. Autrement dit notre appréhension des outils numériques ne va pas sans la relation client. La solution digitale est un service complémentaire, c'est le client qui choisit. Mais ce n'est, dans notre conception, jamais l'un ou l'autre. La digitalisation est à ce titre un excellent moyen d'accès à la population guyanaise pour pallier les contraintes géographiques (horaires d'ouverture d'agence, transport) et toucher une population jeune. De nouvelles offres numériques seront bientôt disponibles et permettront de réaliser des opérations qu'on ne pouvait jusqu'alors effectuer qu'en agence.

Subissez-vous la concurrence des banques en lignes ou néobanques ?

Les néobanques attirent surtout par leur gratuité, mais beaucoup de besoins ne sont pas servis, or le Crédit Agricole mise sur un accompagnement global, à chaque étape de la vie. À ce titre, le spectre de nos offres est incommensurable. Le Crédit Agricole est la 1^{re} banque/assurance européenne, la 9^e au niveau mondial, charge à nous d'offrir le meilleur du digital. C'est très stimulant de transformer notre façon de faire, le digital est incontestablement un vecteur de performance. Cette vision d'une banque tout en un s'adresse ainsi à la fois aux clients qui ont des besoins limités (une carte, un compte) qu'à ceux dont les projets nécessitent un accompagnement dédié.

En quoi votre modèle de banque se distingue-t-il de celui des autres banques ?

En Guyane, on revient à l'esprit originel du Crédit Agricole, puisque tout est à construire. C'est à l'initiative des élus du conseil d'administration du Crédit Agricole, en Martinique, qu'est né ce projet de banque mutualiste en Guyane. Toutefois, si son origine est martiniquaise, sa vocation est guyanaise. Chaque agence du Crédit Agricole en Guyane devrait, à terme, être associée à une caisse locale couvrant plus finement le territoire, pour renforcer l'ancrage et la prise de décision au plus près de nos clients. D'ici deux ans, nous espérons créer la Maison du Crédit Agricole, à Cayenne (Place des Palmistes), qui regroupera compétences bancaires (entreprises, particuliers et patrimoine), espaces de coworking et salles de réunion pour les associations clientes et partenaires de la banque. Par ce biais, nous entendons apporter le meilleur de la banque et de l'assurance en Guyane, tel qu'il existe en Martinique ou à Paris.

Fidèles à ses origines agricoles, nous accompagnons aussi les petites exploitations afin qu'elles se structurent, malgré un secteur encore « embryonnaire ». Nous sommes très créatifs en Guyane, et construisons chaque jour des offres utiles et innovantes.

Pari tenu pour le FPCI CAOMIE

Le fonds d'investissement CAOMIE (Crédit Agricole Outre-Mer Investissement) a été lancé en début d'année 2024 et dispose d'une enveloppe de 20 millions d'euros, pour intervenir en capital sur des sociétés en développement, en saut de croissance ou en transmission, principalement dans les secteurs de la transition énergétique, de l'inclusion sociale, du bien vieillir, des transitions agricoles... La gestion de ce fonds a été confiée à Elevation Capital Partners qui était déjà implanté dans la Caraïbe. Les caisses régionales du Crédit Agricole Martinique-Guyane et Réunion-Mayotte y participent à hauteur de 9 millions d'euros chacune, auxquels s'ajoutent 2 millions d'euros d'Elevation Capital Partners.

18 mois après son lancement, 5 entreprises avaient bénéficié du soutien du FPCI CAOMIE pour près de 3 millions d'euros investis.

Plus généralement, le contexte budgétaire national pèse-t-il sur votre activité ?

C'est un sujet qui impacte très concrètement notre quotidien. Il n'y a pas d'alternative : il est urgent de réduire le déficit public. Nous payons déjà l'inaction politique à ce sujet : 0,5 à 0,8 % des taux d'intérêt facturés et des prêts d'investissement est lié au problème de la dette. La dette publique pèse donc très concrètement sur chaque crédit, et cela entraîne parfois une perte d'opportunité quand on veut acheter son premier logement, par exemple.

De la même manière, la démission de Sébastien Lecomu, le 6 octobre dernier, a entraîné une hausse des taux de 0,1 %.



Thibault Reversé (directeur général), Fanny Vandestoc (directrice de l'agence de Saint-Laurent du Maroni) et Eric Zaire (1er vice-président)

« Le 27 septembre 2025, nous avons inauguré la nouvelle agence de Saint-Laurent-du-Maroni. D'ici deux ans, nous espérons créer la Maison du Crédit Agricole, à Cayenne »

ILLETTRISME :

ACTIONS CHOC DANS LES TERRITOIRES

En outre-mer, où l'illettrisme reste plus élevé qu'à l'échelle nationale, les territoires déploient des solutions concrètes et adaptées aux spécificités locales. Tour d'horizon.

Texte Sarah Balay

Depuis 2013, chaque mois de septembre, l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) pilote des journées d'action sur tous les territoires. En 2025, le mot d'ordre est : *Apprendre, c'est reprendre le contrôle.*

Particulièrement concernés, les territoires ultramarins se sont mobilisés, notamment en Guadeloupe qui a décliné plus de 60 manifestations sur quinze jours (ateliers, rencontres, portes ouvertes, etc.) entre le 9 et le 26 septembre.

Pour rappel, l'illettrisme concerne « toutes celles et tous ceux qui, après avoir été scolarisés en langue française, ne disposent pas des compétences de base nécessaires en lecture, écriture, calcul, numérique, pour être autonomes dans des situations simples de la vie quotidienne ».

À ce jour, selon la dernière enquête FLV (formation tout au long de la vie) conduite par l'INSEE* et l'ANLCI, fin 2022, l'illettrisme touche 1,4 million de personnes dans l'Hexagone, soit 4 % de la population des 18-65 ans. L'enquête indique toutefois qu'il existe 2,5 fois plus de risque d'être en forte difficulté pour les personnes résidant en outre-mer.

En effet, 25 % des Ultramarins rencontrent de fortes difficultés avec les compétences de base contre 10 % des personnes résidant dans l'Hexagone. L'illettrisme en outre-mer s'explique notamment par la présence d'autres langues maternelles et les difficultés socio-économiques (voir chiffres).

Mais à problème spécifique, solutions spécifiques : face à des réalités locales marquées par des langues maternelles différentes et des contextes socio-économiques particuliers, les territoires ultramarins ont tout intérêt à développer des actions adaptées.

Par exemple, la Guadeloupe offre, depuis

2025, une formation universitaire unique en France (FFASILL). Dispensée par l'INSPE**, elle vise à former des professionnels capables d'accompagner les adultes en situation d'illettrisme, en particulier dans un contexte créolophone. Idem à la Réunion avec un nouveau DU FILA OI (formation de formateurs en illettrisme et alphabétisme dans l'Océan Indien) proposé par l'université locale. En Martinique, le plan 100 % lecteurs vise, sous le parrainage de l'écrivain Patrick Chamoiseau, à améliorer les compétences en lecture des élèves en déployant des actions ciblées dans les établissements scolaires.

À Mayotte, enfin, un plan de lutte contre l'illettrisme 2025-2027, doté d'un budget de 23 millions d'euros, prévoit 25 actions concrètes pour améliorer l'autonomie des adultes en difficulté.

*INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

**INSPE : Institut national supérieur du professorat et de l'éducation

Le taux d'illettrisme des 18-64 ans est de 4 % dans l'Hexagone

Guadeloupe : 9 %

Martinique : 8 %

Réunion : 12 %

Guyane : 21 %

Mayotte : 61 % des adultes sont
en difficulté à l'écrit en langue
française

(Source : INSEE, 2022)

Le saviez-vous ?

- Une personne en situation d'illettrisme ne parle pas français.

FAUX. L'illettrisme est la situation d'une personne qui a été scolarisée en France, mais qui n'a pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture et du calcul (compétences de base).

- Illettrisme et analphabétisme, c'est pareil

FAUX. Une personne en situation d'illettrisme a été scolarisée, alors qu'une personne en situation d'analphabétisme n'est pas allée à l'école, en France ou à l'étranger.

- Lire, écrire et compter sont des compétences qui ne s'oublient pas

FAUX. Les enfants apprennent à lire, écrire et compter dès l'école, mais si ces compétences de base ne sont pas solidement acquises, consolidées et entretenues à l'âge adulte, elles peuvent s'estomper avec le temps.

- Les personnes en situation d'illettrisme ne peuvent pas travailler

FAUX. Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme ont un emploi.

(Source : ANLCI, agence nationale de lutte contre l'illettrisme)

INFOS +

L'illectronisme, un défi sociétal

L'illectronisme ou « illettrisme numérique » désigne les adultes ne maîtrisant pas suffisamment les outils numériques pour accéder à l'information et agir en autonomie. En France, selon une enquête de 2021 réalisée par l'INSEE, 15 % des 15 ans ou plus sont en situation d'illectronisme, surtout les personnes âgées et les peu diplômés. L'illectronisme touche aussi les personnes en situation d'illettrisme, mais l'inverse n'est pas systématique.

(Source : ANLCI, agence nationale de lutte contre l'illettrisme)

FORÊT VIERGE



Roroima.

Organisée dans le cadre de la saison Brésil-France 2025, l'exposition **AMAZÔNIA. CRÉATIONS ET FUTURS AUTOCHTONES** vient de s'ouvrir à Paris, au musée du quai Branly Jacques Chirac. Elle prend le parti de présenter cette région, qui apparaît encore aux yeux des Européens comme un lieu plein de mystères, à partir des points de vue de ses premiers habitants, les peuples autochtones. Parmi la riche collection de photos, peintures, objets d'art et d'artisanat, on retrouve un travail de Denilson Baniwa qui procède en collant des images issues de la culture « pop » sur les photographies faites par les premiers anthropologues ayant sillonné l'Amazonie. En questionnant ainsi le rôle des images, des collectes ethnographiques et du savoir anthropologique dans la construction des stéréotypes, il laisse planer un parfum de science-fiction sur une rencontre entre des peuples, aussi absurde que violente.

AMAZÔNIA. CRÉATIONS ET FUTURS AUTOCHTONES
30 septembre 2025 – 18 janvier 2026
Musée du quai Branly Jacques Chirac

Denilson Baniwa, *Contatos Imediatos de Terceiro Grau (Série des chasseurs coloniales)*, 2021, Collage numérique
Collection de l'artiste
© Denilson Baniwa

72 bateaux inscrits

50
bizuths

14
nationalités
différentes

144

skippers* :

dont 18 femmes, le seuil de 10 %
est atteint, mais la parité est encore
loin (5 équipages exclusivement
féminins et 8 duos mixtes).

*Nombre d'inscrits au 19 septembre

En chiffres

CAP SUR la route du café

La course baptisée Jacques Vabre pendant plus de 30 ans
s'élancera sous un nouveau nom, Transat Café L'OR, dans
quelques semaines. À l'approche du départ de la 17^e édition de la
célèbre transatlantique en duo, présentation de ce nouveau cru.

DÉPART
le 26 octobre
du Havre
ARRIVÉE autour
du 6 novembre
en Martinique



0 retour en cargo
autorisé en 2025, le retour à la voile
est obligatoire pour toutes les classes.
C'est 48 tonnes de CO₂ évitées pour
un bateau de 12 m.

10 Ocean Fifty :
4 600 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

18 IMOCA :
4 350 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

40 Class40 :
3 750 milles nautiques (entre 14 et 16 jours)

4 ULTIM :
6 200 milles nautiques
(entre 10 et 14 jours)

14 ans de label
écoresponsable ADEME

Offres de défiscalisation Renault Master & Kangoo Van



Nouveau RENAULT MASTER

À PARTIR DE

467€/MOIS*

Avec apport de 4 004€ - Crédit classique 60 mois

Nouveau RENAULT KANGOO

À PARTIR DE

270€/MOIS*

Avec apport de 2 422€ - Crédit classique 60 mois

*Offre en défiscalisation, sous réserve d'éligibilité, et d'acceptation du financement. Fin de l'offre - 31/10/2025.

**Guyane
Automobile**

WWW.RENAULT-GUYANE.FR

MATOURY (Zone Terca) | KOUROU | ST-LAURENT DU MARONI

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer

250

C'EST LE NOMBRE D'EMPLOIS DIRECTS QUE PROMET DE CRÉER L'INSTALLATION DU FUTUR PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (PAE) DE PIERREFONDS, À LA RÉUNION. SA LIVRAISON EST PROGRAMMÉE AU 3E TRIMESTRE 2027 ET COMPTE 10 000 M² DE SURFACES D'ACTIVITÉS.



CARAÏBES

BAROMÈTRE NPERF

Les performances réseau de SFR Caraïbe en 2025 ont été récompensées coup sur coup par l'ARCEP(régulateur national) et le baromètre nPerf, qui réalise des tests pour l'ensemble des opérateurs mobile et fixe présents en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, deux semaines plus tard. Lauréat de la « meilleure performance réseau Fixe » et de la « meilleure performance réseau mobile » des Baromètres nPerf 2025, l'opérateur conserve donc sa 1ère place pour la 2ème année consécutive au classement général et s'impose comme l'opérateur délivrant les meilleures performances de l'Internet Fibre et de l'Internet Mobile sur ces 3 départements... Un classement qui récompense des investissements constants, une stratégie d'innovation, et "un engagement constant des équipes", a félicité Frédéric Hayot, Directeur Général de SFR Caraïbe.



Filière Endométriose Martinique

MARTINIQUE

Soulager l'endométriose

La collectivité territoriale de Martinique (CTM) a récemment officialisé son partenariat avec la filière Endométriose Martinique (FENM). Cette initiative vise à améliorer le parcours de soins, la prévention et la coordination entre professionnels et institutions pour mieux accompagner les patientes touchées par cette maladie chronique qui touche une femme sur dix.



GUADELOUPE

NOUVELLE VIE POUR L'HABITATION DESCAMPS

Le mois dernier, la Mission Patrimoine, soutenue par Stéphane Bern, le ministère de la Culture et la Fondation du patrimoine ont dévoilé les 102 sites départementaux retenus pour l'édition 2025 du Loto du patrimoine. Parmi eux, figure le domaine de Birmingham à Baie-Mahault. Cette ancienne maison de maître, construite en 1830, va donc bénéficier d'un soutien financier pour sa restauration. Objectif : faire du site un espace polyvalent dédié aux concerts, expositions, mariages, séminaires ou résidence d'artistes.

CARAÏBES

Viva Samana !

La compagnie Air Caraïbes étoffe son réseau en République dominicaine avec une nouvelle liaison directe entre Paris Orly et la ville de Samana, à compter du 15 décembre prochain. Il s'agit donc de la 3^e destination desservie par la compagnie française après Punta-Cana et Saint-Domingue. Située au nord-est de la République dominicaine, Samana est une région, entre autres, réputée pour ses plages sauvages et ses paysages naturels.



SAINT-MARTIN

UNE MAISON POUR LE RSMA

Saint-Martin accueillera très bientôt la Maison du RSMA (régiment du service militaire adapté) implantée dans la commune de Marigot. Ce local facilitera l'accès au dispositif du RSMA basé en Guadeloupe pour les jeunes saint-martinois éloignés de l'emploi. Ce dispositif combine formation professionnelle, accompagnement social et éducatif et de l'aide à l'insertion.



PACIFIQUE

FINANCER LE POSITIF

Généreux, le consulat de Nouvelle-Zélande a lancé l'édition 2025 du New Zealand Consulate Fund, programme d'aides destiné aux microprojets en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Il s'adresse prioritairement aux associations, ONG et groupes communautaires engagés dans la culture, l'éducation, l'agriculture, l'environnement ou l'entrepreneuriat féminin.



Elle a dit

« La volonté de les inviter répond d'abord à une urgence climatique et puis à celle d'une phrase que j'entends : « Si on ne fait rien pour la Guyane, elle disparaîtra en 2050 » »

Feriella Deriche, directrice du salon de l'immobilier bas-carbone organisé à Paris début septembre, en parlant de la Guyane invitée d'honneur (source : France Télévisions).

Horizon 2030

COOPÉRATION EN MARCHÉ AVEC LA RÉGION OU LE TERRITOIRE DES GUYANES : UN ESPACE DE SYNERGIES POTENTIELLES



Rencontre du président Gilmar Pereira Da Silva, président de l'Université fédérale du Pará (UFPA)

Le territoire guyanais, en tant que région ultrapériphérique européenne, occupe une situation géographique et politique singulière. Elle constitue à la fois une porte d'entrée vers l'Amérique du Sud pour l'Union européenne, et un territoire en interaction constante avec ses voisins amazoniens. La région présente un potentiel considérable pour l'émergence d'un espace de coopération régionale basé sur la solidarité, la complémentarité et le respect des spécificités locales. Les frontières naturelles constituent des axes de circulation essentiels mais aussi des zones de vulnérabilité. La circulation des biens et des personnes, élément central de l'étude, doit être facilitée par une harmonisation des normes, le développement d'infrastructures modernes, et la simplification des procédures administratives.

Perspectives à l'horizon 2030 : vers une région intégrée et résiliente

L'objectif à moyen terme, fixé par le CESECE Guyane, est d'inscrire la région dans une dynamique d'intégration régionale durable. La vision pour 2030 repose sur plusieurs axes majeurs :

- **Une Guyane plus autonome et résiliente** : en valorisant ses atouts naturels (forêts, biodiversité, ressources minérales), sa richesse culturelle et ses compétences locales. La région doit développer des filières économiques innovantes, telles que l'écotourisme, la biotechnologie ou l'agroalimentaire, pour créer des emplois et renforcer son autonomie.
- **Une gouvernance participative et démocratique** : favoriser la participation citoyenne, la co-construction des politiques publiques, et l'implication des acteurs locaux dans la gestion des projets.
- **Une connectivité renforcée** : par des investissements dans les infrastructures, la logistique, et la simplification des échanges pour favoriser la mobilité et le commerce régional.
- **Une région intégrée dans une diplomatie régionale active** : en nouant des partenariats stratégiques avec les États voisins, en soutenant des initiatives communes pour la protection de l'environnement, la gestion des ressources et la sécurité.
- **Une plateforme d'échanges culturels et scientifiques** : qui valorise la diversité, favorise le dialogue interculturel et stimule la recherche et l'innovation.



Rencontre de João - Weyl-Costa, directeur et président de FUNDACAO GUAYANA



Séance de travail dans les bureaux de la représentation de la Guyane et du responsable Christian Harridas et son équipe

Un avenir tourné vers la coopération plurielle

Le Territoire des Guyanes, par sa position géographique, sa diversité culturelle et ses ressources naturelles, possède un potentiel exceptionnel pour devenir un modèle de coopération régionale intégrée et durable. La démarche du CESECE Guyane, à travers cette étude, montre qu'une coopération plurielle, adaptée aux réalités locales, fondée sur des partenariats solides, et portée par une vision commune, est la voie à suivre pour relever les défis et saisir les opportunités de demain. Il appartient à tous les acteurs - politiques, institutionnels, économiques, citoyens - de s'engager dans cette dynamique, afin de faire de la Guyane un territoire exemplaire d'intégration, de développement durable, et de paix dans la région amazonienne. La coopération au pluriel n'est pas une option, mais une nécessité pour assurer un avenir prospère, équilibré, et partagé pour tous les habitants de cette région unique au monde.

Mission de restitution de l'étude du Cesece Guyane sur la coopération transfrontalière au Brésil.

Cette mission, conduite avec un engagement déterminé, visait à renforcer la coopération entre la Guyane et ses partenaires brésiliens, tout en présentant les résultats de l'étude menée en 2023. Les objectifs étaient multiples : présenter les résultats aux parties prenantes locales, promouvoir les conclusions de l'étude auprès des institutions et partenaires, restituer les travaux réalisés, renforcer les liens politiques et institutionnels établis lors de la mission précédente, et valoriser la contribution des acteurs locaux ayant participé à l'élaboration de l'étude. Elle a également permis de recueillir les retours et observations des acteurs locaux sur les résultats de l'étude, consolidant ainsi les bases d'une coopération future solide et durable.



Visite d'une startup à Macapa, «PRESCO»



Dossier préparé et rédigé par Marthe Panelle-Karam
CESECE GUYANE
Pôle Présidence/Direction
1 Place Léopold Héder - BP 47025
97307 Cayenne Cedex
0594 289 605 / 0594 300 600
www.cesece-guyane.fr
marthe.panelle-karam@ctguyane.fr
Retrouvez notre actualité
sur les réseaux sociaux

Expérimentation

RENDRE LES CITOYENS « ACTEURS » DE LEUR TERRITOIRE

La Guyane devient le premier territoire ultramarin à intégrer le réseau national « **Start-Up de Territoires** », une démarche d'innovation sociale et citoyenne qui ambitionne de faire émerger des projets concrets à partir des besoins exprimés par les habitants.

Texte Adeline Louault - Photo L'Accordeur



Séance d'information pour la lancement de Start-Up de Territoire en Guyane

Déjà en place dans plusieurs régions françaises, la dynamique « Start-Up de Territoires » s'implante pour la première fois en outre-mer, portée par l'association Guyanasso, en partenariat avec le Pôle territorial de coopération économique (PTCE) L'Accordeur. L'objectif est de mobiliser les forces vives du territoire afin de coconstruire des solutions locales, durables et inclusives, adaptées aux défis

structurels de la Guyane : accès aux services publics, insertion, mobilité, isolement géographique ou encore fracture numérique.

Une méthode participative étendue à l'ensemble du territoire

Malgré ses difficultés, la Guyane dispose de ressources humaines et associatives précieuses. C'est sur cette richesse que Start-Up de

Territoires entend s'appuyer pour se déployer à travers une démarche participative fondée sur l'écoute, l'intelligence collective et l'expérimentation. D'octobre à janvier, la campagne baptisée « Remontée des rêves » sera lancée et constituera la première étape du processus. Les habitants sont invités à exprimer leurs besoins et aspirations pour leur lieu de résidence ou leur territoire, via deux canaux : des boîtes à rêves installées dans des associations relais ou un formulaire en ligne accessible via un QR code. L'objectif est double : faire émerger des idées citoyennes et assurer une mobilisation large, y compris dans les zones reculées. Implantées au cœur de la vie locale, les structures partenaires, formées et équipées d'un kit de communication, joueront ici un rôle clef pour toucher des publics éloignés des dispositifs classiques de participation.

Du rêve au projet

Une fois les « rêves » collectés, une seconde phase d'analyse, de classement et de présélection des thématiques sera menée. « Nous retiendrons les idées innovantes qui ont un impact social et solidaire sur le territoire, qui nous paraissent réalisables et susceptibles d'inté-

Guyanasso et L'Accordeur, moteurs de l'innovation citoyenne

L'association Guyanasso, connue pour son ancrage associatif profond, accompagne les porteurs de projets dans les communes de l'intérieur, notamment sur les volets structuration, mise en réseau, et mobilisation citoyenne. Sa connaissance fine du terrain en fait un acteur clef pour déployer la démarche de manière équitable sur tout le territoire. À ses côtés, le PTCE L'Accordeur joue un rôle de catalyseur économique, en créant les conditions favorables à la coopération entre structures, en valorisant les initiatives locales, et en accompagnant la professionnalisation des projets émergents. Ensemble, ils assurent le déploiement opérationnel et stratégique de Start-Up Guyane.

resser les institutions et collectivités », précise Amandine Blet, membre de l'équipe Start-Up Guyane. Enfin la troisième phase du dispositif aura lieu en mars 2026, avec un événement qui réunira citoyens, élus, institutions, associations et porteurs de projets. Cette demi-journée d'ateliers collaboratifs, animés par des experts formés, visera à transformer les idées exprimées en projets concrets, avec des perspectives de mise en œuvre à court ou moyen terme. Cette étape marquera le lancement officiel de la dynamique Start-Up Guyane, appelée à se pérenniser et à se développer.

Et si votre rêve devenait réalité?



Du 20 octobre au 15 janvier 2026

Partagez vos idées/projets/besoins !
Soyez acteurs de la Guyane de demain !



Plus d'infos?
guyane.startup@gmail.com

Guyanasso PTCE L'ACCORDEUR

APPEL À COOPÉRATION

Le pilotage du projet est assuré par une « équipe cœur » réunissant des compétences en coordination, logistique, communication, animation, secondée par une équipe opérationnelle élargie. Rassemblant des bonnes volontés de tous horizons (associatif, institutionnel, secteur privé...), elle est chargée de diffuser la méthode sur l'ensemble du territoire et d'animer les ateliers collaboratifs visant à faire émerger puis à consolider les futurs projets. Cet encadrement permet de professionnaliser la démarche, tout en maintenant une approche accessible et inclusive. « L'équipe élargie manque encore de contributeurs. Plus nous serons nombreux à promouvoir et relayer notre démarche, plus l'adhésion de la population sera importante » explique Mégane Geoffroy, membre de l'équipe cœur.

Entreprises

« C'EST LE COMBAT DE TOUS »

Dans un contexte « anxigène » pour les chefs d'entreprise, l'UDE-MEDEF et la Fédération des entreprises d'Outre-mer revendiquent la nécessité de continuer à créer de la richesse.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Hervé Mariton, président de la FEDOM et Bruno Blandin, président de l'UDE MEDEF

« Nos sociétés ont besoin d'un tissu économique fort et dynamique afin de porter le développement du territoire en créant de la richesse et des emplois », notait le nouveau préfet de Guadeloupe, Thierry Devimeux, en ouverture du séminaire organisé conjointement par l'UDE-MEDEF Guadeloupe et la FEDOM (Fédération des

entreprises d'outre-mer), le jeudi 18 septembre, au Caribbean Business Center, à Jarry, et consacré au financement des entreprises. En effet, qu'il s'agisse de lutter contre la vie chère ou contre le chômage et l'exode des jeunes, ces dernières ont un rôle prépondérant à jouer. Et si Bruno Blandin, président de l'UDE-MEDEF Guadeloupe, appelle à

l'optimisme et au pragmatisme, il n'ignore pas les difficultés et freins auxquels elles sont confrontées. « Éloignement des centres d'approvisionnement, problèmes de créances avec des besoins en fonds de roulement plus importants que dans l'Hexagone, coût de l'assurance plus élevé après les événements survenus en Nouvelle-

Calédonie et en Martinique l'an dernier... Le financement des entreprises ultramarines est souvent plus difficile », constate, de son côté, le président de la FEDOM, Hervé Mariton. Ce séminaire a donc été l'occasion d'aborder la question sous différents aspects. Ce que l'on peut en retenir en trois phrases clés :

« Des mesures mortifères pour notre économie »

Si la menace s'est quelque peu éloignée avec le changement de gouvernement, les projets de loi de finances et de loi de financement de la Sécurité sociale 2026 (PLF et PLFSS 2026) n'ont pas fini d'inquiéter les chefs d'entreprise ultramarins. C'est dans ce contexte « anxigène » – comme l'a qualifié Isabel Michel-Gabriel, présidente de la commission Économie et finance de l'UDE-MEDEF Guadeloupe – que s'est tenu ce séminaire consacré au financement des entreprises guadeloupéennes.

L'enjeu est de taille, au moment où, au plus niveau de l'État, il n'est question que d'austérité budgétaire, faisant planer sur nos territoires la menace d'un « coup de rabot » sur la Lodeom (Loi pour le développement économique des outre-mer) dans le PLF 2026, que ce soit au niveau des allègements de charges sociales ou des aides fiscales à l'investissement productif outre-mer. « Ce qui a été annoncé, constate Hervé Mariton, c'est le massacre de ces dispositifs créés afin de pallier les handicaps structurels auxquels sont confrontées les entreprises ultramarines, tels que l'éloignement géographique, l'exiguïté des marchés, les risques climatiques, etc. ».

Hervé Mariton, Bruno Blandin et Patrick Vial-Collet, président de la CCI-IG, ont donc appelé les élus locaux à intervenir urgemment pour « défendre les outre-mer sans concession » : « Nous allons mener la plus dure "bataille du rabot fiscal" qu'on ait jamais connue dans les outre-mer. Ce n'est plus seulement

le combat des chefs d'entreprise, c'est le combat de tous... »

« Le temps de l'entreprise n'est pas le temps de l'administration »

Si les financements publics sont importants, « leur mobilisation n'est pas toujours facile, et peut même s'avérer longue et laborieuse quand il s'agit des financements européens », notait, dès son introduction, le président de la FEDOM. Des propos qui ont trouvé un écho auprès de chefs d'entreprise qui ont tenu à exposer certaines difficultés qu'ils rencontrent, liées à la longueur des délais de traitement des dossiers de demande de financements européens. Des délais à rallonge, aussi, pour le paiement des factures par certaines collectivités et établissements publics de santé, même si la situation tend à s'améliorer, comme l'a souligné Jean-Yves Le Gall, directeur régional des finances publiques (DRFIP). Ce délai est passé, en moyenne, de 90 à 62 jours. Cependant, « améliorer encore ces délais de paiement est un enjeu majeur pour les entreprises ». Et Yves Dareau, secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture de Guadeloupe, d'enfoncer le clou : « Les entreprises ne peuvent servir de banquiers aux collectivités locales ».

« On trouve toujours des solutions pour des projets bien structurés, des gestions cadrées et rigoureuses »

L'objectif du séminaire était de présenter un panel le plus diversifié possible des aides et solutions de financement à disposition des entreprises : crédits bancaires, subventions, préfinancements et prêts à conditions financières adoucies accordés par divers organismes et agences tels que l'Agence française de développement (AFD), la Banque publique d'investissement (BPI), le Réseau Entreprendre, l'Ademe, etc.



Hervé Mariton, président de la FEDOM

Sans oublier tous les dispositifs intercommunaux, régionaux, nationaux et européens.

Les solutions de financement existent, elles sont nombreuses et « ces aides publiques aux entreprises ne sont pas une particularité française, c'est un levier de développement qu'on retrouve dans le monde entier », tient à souligner Guillaume Gallet de Saint-Aurin, vice-président de la FEDOM. Encore faut-il disposer de l'ingénierie nécessaire pour monter les dossiers et optimiser son plan de financement. C'est ici que les cabinets de conseil peuvent intervenir, ou des outils tels que celui déployé par l'UDE-MEDEF de Guadeloupe, « Mon aide publique », qui permet de savoir à quelles aides on peut prétendre et d'être accompagné dans le montage de son dossier.

Concernant les financements privés, la dimension humaine a été largement soulignée. Une demande claire et structurée, présentée par un chef d'entreprise convaincu et convaincant, aura bien plus de chances d'aboutir.

Enfin, « on peut avoir tous les financements, toutes les aides à disposition, si les entreprises ne sont pas capables de produire leurs comptes, de les déposer dans les délais, ce sera toujours un frein à l'investissement », met en garde le directeur régional des finances publiques.

Économie Sociale et Solidaire

L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE GBH DANS LES OUTRE-MER

Le Groupe Bernard Hayot (GBH) affirme sa volonté de contribuer au développement durable et inclusif des territoires ultramarins, grâce à des actions concrètes en matière d'insertion, de formation et de soutien aux populations.

Créé et basé en Martinique, GBH développe ses activités dans les secteurs de la grande distribution, de l'automobile et de l'industrie, au sein de 19 pays et territoires, dont la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, La Réunion et la Nouvelle-Calédonie. À travers un engagement croissant dans l'économie sociale et solidaire, le groupe accompagne des initiatives porteuses de sens. Focus sur trois actions qui traduisent cette volonté de conjuguer performance économique et impact sociétal.

Solidarité climatique : agir vite et durablement

Face aux conséquences dévastatrices du cyclone Chido, qui a frappé Mayotte en décembre 2024, GBH réaffirme son engagement en faveur de la solidarité, de la santé et de la reconstruction durable de Mayotte. GBH s'est ainsi

mobilisé en expédiant depuis La Réunion 250 tonnes de dons alimentaires et matériel d'urgence, remis aux services de l'État.

GBH a ensuite créé un fonds de solidarité de 2 millions d'euros, pour soutenir le redressement de Mayotte. Le groupe a noué un partenariat avec l'association humanitaire Super Novae pour renforcer l'accès aux soins des populations les plus vulnérables, avec la création d'une clinique mobile. Cette structure itinérante a sillonné les secteurs les plus reculés pour offrir des consultations gratuites et des soins de première nécessité à plus de 3 500 personnes.

Par ailleurs, pour soutenir la relance agricole, GBH a souhaité, toujours avec Super Novae, accompagner les agriculteurs pour les aider à renouveler l'équipement de leurs exploitations. Près de 60 exploitations vivrières ont ainsi pu bénéficier de cette aide.



GBH a apporté son soutien à la Banque alimentaire de Guadeloupe pour l'acquisition de ses nouveaux équipements. Ici Marcel Sigisgar, directeur de la Banque alimentaire Guadeloupe, aux côtés de Claire Richer (directrice communication GBH) et Fabrice de Reynal (directeur distribution GBH Guadeloupe & Guyane).

Solidarité alimentaire : lutter contre la précarité et le gaspillage

Depuis 2019, GBH est partenaire du réseau des Banques alimentaires Outre-mer. Ce partenariat a permis la distribution de plus de 4,3 millions de repas aux populations vulnérables. Une part de cette aide provient directement des dons alimentaires des filiales Carrefour du groupe,

redistribués aux associations bénéficiaires. Le groupe soutient les initiatives des Banques alimentaires locales, en finançant par exemple un camion permettant la livraison de denrées dans les communes éloignées de Guadeloupe, ou à La Réunion, en étant partenaire d'un camion cuisine permettant la distribution et l'apprentissage d'une alimentation saine, avec des ateliers de cuisine.



Après six mois au RSMA, les stagiaires du dispositif "Tremplin pour l'emploi" de GBH signent leurs contrats d'apprentissage avec Martinique Automobile et le CFA de la Chambre des métiers et de l'artisanat.

Solidarité professionnelle : créer des passerelles vers l'emploi

Pour favoriser l'insertion des jeunes ultramarins éloignés de l'emploi, GBH a lancé le programme « Tremplin pour l'Emploi », en partenariat avec des structures telles que le RSMA, ou les Écoles de la Deuxième Chance, avec France Travail et des organismes de formation. Déployé en Martinique, Guadeloupe, Guyane et à La Réunion, ce programme propose des formations en alternance dans les secteurs de la grande distribution et de l'automobile. Plus de 100 jeunes en ont déjà bénéficié, avec à la clé un contrat dans une filiale du groupe pour les participants ayant validé leur parcours.

En avril 2024, GBH a également inauguré sa première École des Métiers, implantée en Guyane. Ouverte aux jeunes de 16 à 29 ans, elle propose des formations diplômantes (CAP, bac pro) en alternance, dans des filières techniques en tension comme la mécanique, l'électrotechnique ou la logistique. « Nous sommes très attachés à agir de façon concrète sur les territoires où nous sommes implantés, avec des actions répondant aux attentes réelles des populations. Que ce soit dans la solidarité alimentaire, l'aide à la reconstruction après les catastrophes naturelles, ou l'accompagnement des jeunes pour permettre une meilleure insertion professionnelle », déclare Claire Richer, directrice de la communication du groupe, en charge des actions sociétales.



À Mayotte, GBH et Super Novae ont déployé une clinique mobile pour offrir des soins de premières nécessités aux populations les plus vulnérables.

Docteurs et chercheurs

Que cherchez-vous ?

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Gaëlle Brulu

Comment l'expérience se mue en compétence ?

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

La face cachée de l'emploi de chargée d'attribution : des compétences professionnelles spécifiques par l'expérience des situations de travail.

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu ma thèse à l'université des Antilles (pôle Martinique), en mars 2024.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Ma thèse valorise le travail des professionnelles chargées des dossiers de demande de logement social en Martinique.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mes travaux mettent en lumière la richesse et la complexité du métier de chargé d'attribution en Martinique. À mi-chemin entre travail social et immobilier, ces professionnelles instruisent les demandes de logements sociaux. Elles évoluent dans un environnement dynamique où il est difficile de figer stricto sensu des règles d'actions communes pour toutes les tâches. Ma recherche part d'un questionnement : comment apprennent-elles à exercer sans formation ni diplôme spécifique ? Peut-on parler de modèle d'expertise ? Ma thèse éclaire la spécificité de cet emploi, les apprentissages en situation de travail, les stratégies d'adaptation des professionnels et la nécessité de dispositifs de formation adaptés. Je formule aussi des propositions pour accompagner l'évolution de cette fonction clef pour les bailleurs et leurs clients.

Que faites-vous aujourd'hui ?

En juin 2025, j'ai remporté le concours Ma thèse en manga, organisé par l'UA et le CNRS*. Cet événement illustre bien mon engagement à rendre la recherche



accessible. Je mène de concert une activité de recherche universitaire et une pratique professionnelle : salariée d'un bailleur social, j'explore le développement des compétences dans les métiers de service. Après ma soutenance, j'ai intégré un projet de CY Cergy Paris Université sur la montée en compétences des travailleurs sociaux auprès d'adultes en situation de handicap, pour améliorer leur formation et l'insertion des bénéficiaires.

Depuis décembre 2024, je suis chercheuse associée au CRILLASH, centre de recherche interdisciplinaire en lettres, langues, arts et sciences humaines, sur le pôle Martinique de l'UA. Attachée à croiser théorie et pratique, j'ambitionne d'écrire des articles scientifiques dans le champ des sciences de l'éducation et de la formation, d'organiser des journées d'études scientifiques, de participer à des colloques et de collaborer avec d'autres chercheurs.

*CNRS : centre national de la recherche scientifique.

Allianz



Une meilleure rentabilité

Vous nous faites confiance pour assurer vos biens, votre famille ou votre activité. Allianz, ce sont aussi des placements financiers et des solutions adaptées à vos capacités et vos attentes pour offrir une meilleure rentabilité à votre épargne. Rendez-vous en agence Allianz ou sur [outre-mer.allianz.fr](https://www.outre-mer.allianz.fr)



Document à caractère publicitaire
Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 681.879.235 euros - Siège social : 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre

Realisation CONCEPT - Crédit photo : Getty Images

MADAME LA PRÉSIDENTE

Fatou Faye est présidente de l'association « De la Martinique aux grandes écoles ». Malgré un emploi du temps sous pression, la jeune normalienne, qui exerce en tant que juge d'instruction au tribunal judiciaire de Fort-de-France, s'engage bénévolement pour aider les élèves martiniquais à viser l'excellence.

Texte Alix Delmas – Photo Jean-Albert Coopmann

Fatou Faye témoigne de ses choix d'orientation afin de lever les obstacles psychologiques mais aussi financiers qui peuvent conduire des étudiants à renoncer aux filières sélectives. « Avec les autres membres de l'association, j'interviens dès que je le peux dans des lycées et classes préparatoires pour montrer que c'est possible. Si vous avez de bonnes notes, ne vous censurez pas, visez haut », assure-t-elle déterminée.

De la Martinique aux grandes écoles

Elle le sait. « Partir a été un débat. C'était loin d'être évident. Ma mère, tout en m'encourageant, s'est légitimement posé la question du coût de mes études post-bac dans l'Hexagone, qui plus est, pour une matière que je ne connaissais pas, le droit n'étant pas enseigné au lycée. La prépa que je visais n'existait pas ici, je savais au fond de moi que c'était le bon choix. J'ai aussi eu la chance d'être boursière », explique la jeune juge de 28 ans.

Un parcours exemplaire

Fatou Faye grandit dans le sud de l'île. Au départ, elle veut être avocate. Âgée de 14 ans, elle assiste, accompagnée de sa mère aux audiences de comparution immédiate dans ce même tribunal où elle exerce aujourd'hui. C'est un déclic, elle sera juge, celle qui décide. Pour y parvenir, elle connaît un parcours sans faute : Bac scientifique mention très bien au lycée de Bellevue, classes préparatoires D1 de droit, économie et gestion à Lyon puis suivent l'École normale supérieure de Rennes (la seule ENS spécialisée en droit) et l'École nationale de la magistrature (ENM). Fatou Faye prête serment le 7 février 2020.

Une volonté de fer

Lors de ses études à l'ENM, elle souhaite rentrer en Martinique pour effectuer son stage. Elle apprend avec étonnement qu'aucun tribunal outre-mer n'accueille les auditeurs de justice. Un paradoxe quand on sait que ces tribunaux sont en tête de liste pour les ouvertures de postes en sortie d'école. Elle lance alors une pétition avec deux amies de l'ENM,

l'une Guadeloupéenne et l'autre Guyanaise pour demander l'accueil des stagiaires dans les tribunaux de Fort-de-France, Basse-Terre, Pointe-à-Pitre, Cayenne, Mamoudzou et Saint Denis de la Réunion. Elles réunissent les signatures de plus de la moitié des élèves dans leur promotion, qui en compte alors 300. Une impulsion certaine, car depuis les choses ont changé. En 2024, le tribunal judiciaire de Fort-de-France accueillait ses premiers auditeurs de justice en stage juridictionnel.

Comme un clin d'œil à sa détermination, c'est cette même année, en juin, que Fatou Faye a obtenu sa mutation à Fort-de-France après une première affectation à Metz : « C'était déjà une vocation mais, en étant juge d'instruction ici en Martinique je me sens encore plus utile, le fait de pouvoir comprendre le créole, avoir les mêmes repères socioculturels que ceux que je convoque, c'est pour moi une grande fierté ».

« Ne vous censurez pas, visez haut ! »

Trois amis basques ont dressé le constat que plus de deux tiers des effectifs des grandes écoles provenaient d'établissements d'Île de France. Ils ont donc décidé de créer en 2013 du « Pays basque aux grandes écoles » afin d'agir pour l'égalité des chances et le développement des territoires. Aujourd'hui ce sont 60 associations locales regroupées au sein de la fédération « Des territoires aux grandes écoles » parmi lesquelles « De la Martinique aux grandes écoles », « De la Guadeloupe aux grandes écoles » et « Guyan'Envol aux grandes écoles » qui luttent contre l'autocensure conjuguée au manque d'informations et aux difficultés financières qui empêchent de nombreux lycéens ultramarins d'intégrer des cursus sélectifs. Pour en savoir plus sur l'association martiniquaise : martinique@dtge.org



Numérique

LA CONNECTIVITÉ, LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ

Digicel Business accompagne la transformation numérique des entreprises et collectivités des Antilles françaises, de la Guyane, de la Réunion et de Mayotte. Sa force : allier expertise technologique, ancrage local et accompagnement de proximité.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Lou Denim, Jean-Albert Coopmann

« Chez Digicel Business, nous relevons un double défi : délivrer des solutions de pointe tout en les adaptant aux réalités locales », indique Astrid Dollin, directrice BtoB des entités françaises du groupe. Concrètement, cela signifie proposer aux organisations des réseaux fiables et sécurisés, dimensionnés selon leurs besoins.

La gamme des offres du groupe est large. Tout d'abord, les solutions d'accès internet, qui reposent désormais essentiellement sur la fibre optique, aujourd'hui généralisée sur nos territoires. Aussi, le groupe propose des réseaux privés sécurisés aux organisations implantées sur plusieurs sites, garantissant la transmission de leurs données à l'abri des vulnérabilités d'internet. « Côté téléphonie, nos offres évoluent elles aussi, avec, notamment, la mise en place de standards hébergés sur notre cloud, gérés et maintenus par les équipes techniques », précise la directrice. Dès cinq utilisateurs, les entreprises, même les plus petites, bénéficient de services professionnels : accueil personnalisé, messagerie vocale, redirections d'appels.

Pour répondre au besoin de sécurité et de continuité de service, Digicel Business fournit de l'espace de stockage de données, dans un environnement sécurisé, au sein de ses data centers régionaux. « Avec un hébergement local, les entreprises conservent l'accès à leurs données, même en cas d'incident majeur », précise Astrid Dollin. Digicel

Business accompagne également ses clients dans le renforcement de leur cybersécurité, enjeu vital pour protéger leurs activités et leurs données sensibles. Enfin, le groupe développe des solutions M2M IoT

(Machine to Machine Intranet of Things) dédiées à la connectivité des objets, ouvrant la voie à des usages innovants, de la logistique intelligente à la gestion technique des équipements.



Astrid Dollin, directrice BtoB des entités françaises du groupe



Sébastien Pamela, chef de produit M2M & IOT et Audrey Fardin, responsable pôle ingénierie avant-vente

Un partenaire de proximité

Cette capacité technique repose sur un ancrage fort dans chaque territoire. « Nous ne vendons pas un simple catalogue, insiste Astrid Dollin. Nous co-construisons des solutions sur mesure avec nos clients ». Les équipes commerciales, d'ingénierie et de support sont présentes localement et disponibles

sept jours sur sept. Parcours d'activation, appels de bienvenue, suivi proactif de la satisfaction : la relation client est placée au cœur du service. « Notre mission est claire : accompagner les organisations dans leur développement, en assurant fiabilité, performance et proximité », conclut Astrid Dollin.

OBJETS CONNECTÉS : EFFICACITÉ ET ÉCONOMIES

SÉBASTIEN PAMELA, CHEF DE PRODUIT M2M & IOT

« L'internet des objets se déploie dans des usages concrets : compteurs d'eau intelligents, suivi de camions et conteneurs, surveillance d'équipements industriels, éclairage public, télémedecine... Derrière ces applications, le principe est simple : des cartes SIM M2M assurent la connectivité entre les objets, et une plateforme logicielle permet de superviser les données, de géolocaliser ou de recevoir des alertes. Nous sommes aujourd'hui le seul opérateur régional à proposer une data M2M illimitée. Cela élimine le risque de surcoût lié aux pics de consommation. Pour une collectivité, un industriel ou une PME, le bénéfice est double : réduire les interventions humaines et fiabiliser les données, pour des économies d'échelle immédiates. L'IoT est un véritable outil de performance. »

Cybersécurité : protéger le réseau et les utilisateurs

**AUDREY FARDIN,
RESPONSABLE PÔLE
INGÉNIERIE AVANT-VENTE**

« Hôpitaux, collectivités, entreprises privées : nos territoires subissent aujourd'hui des ransomwares (demandes de rançon), des vols de données ou la paralysie complète des systèmes. Nous avons donc développé une double approche : une protection native de notre cœur de réseau, complétée par des solutions sur mesure – firewalls physiques ou virtuels, antivirus certifiés auprès de partenaires de renommée internationale comme Fortinet, Check Point ou Stormshield (constructeur certifié ANSSI), filtrage d'URL pour la maîtrise des usages internet au sein de l'entreprise. La majorité des attaques proviennent d'erreurs humaines : un mail frauduleux ouvert, un lien malveillant cliqué. C'est pourquoi nous mettons aussi l'accent sur la formation et la sensibilisation. Et nous accompagnons les entreprises dans la recherche de financements publics, souvent méconnus. Aujourd'hui, la cybersécurité n'est plus une option, mais une condition sine qua non de pérennité. »

URBANISME NOUVELLE GÉNÉRATION, NOUVELLES NORMES

Penser l'habitat de demain impose d'imaginer de nouvelles méthodes et techniques d'aménagement adaptées à notre climat tropical. À quelques semaines de la COP30, zoom sur une génération de professionnels engagés et ambitieux.

© Getty Images - Basse-Terre

— DOSSIER —

CHANGER LES RÈGLES DU JEU

Texte Floriane Jean-Gilles



Du 10 au 21 novembre, la COP 30 de Belém servira-t-elle de caisse de résonance aux réflexions autour du comment construire en milieu tropical ?

En matière d'actions face au changement climatique, la COP21 fait date avec, pour héritage, l'accord de Paris sur le climat qui engage tous les États* à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à limiter « l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C ». Sur nos territoires, les conséquences du réchauffement climatique sont nombreuses : inondations, montée des eaux, recul du trait de côte, catastrophes naturelles. 10 ans plus tard, les dirigeants du monde entier se réunissent à nouveau pour sauver le climat, à Belém, du 10 au 21 novembre. Les efforts des uns et des autres pour

obtenir une déclaration commune seront légion. Parmi les sujets qui seront discutés : l'architecture, la manière de construire nos habitats et nos infrastructures seront mises à l'ordre du jour par la Fédération panaméricaine des associations d'architectes. À quelques semaines de la grand-messe internationale du climat, nous avons interrogé David Fontcuberta, vice-président de l'Ordre des architectes de Martinique et vice-président, pour la région Caraïbe, de la Fédération panaméricaine des associations d'architectes, quant à la nécessité d'un habitat plus en adéquation avec nos géographies.

« C'est le moment de réparer »

« Nous sommes déjà dans l'adaptation, et plus, dans la résilience, affirme David Fontcuberta. C'est une lente évolution, mais elle est en marche. Nous tendons peu à peu à nous libérer de la logique des années 1980, qui consistait à démolir pour reconstruire. La construction est res-

ponsable de 30 à 40 % des émissions de CO₂ dans le monde. La réutilisation des matériaux et la rénovation sont donc plus intéressantes à tous les niveaux, social, économique, environnemental et culturel ». À ce titre, en France, la loi AGEC du 10 février 2020, relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, prévoyait déjà 4 dispositions dans le secteur du bâtiment pour encourager le réemploi, la réutilisation et le recyclage des matériaux de construction.

Et ce n'est pas le seul paradigme à repenser, c'est aussi, pour l'architecte, le moment de réparer. « Même si nous ne sommes pas encore dans la phase des solutions concrètes, plusieurs réalités s'imposent : la vulnérabilité du logement caribéen face aux aléas climatiques, la notion de propriété et de souveraineté, l'impératif de créer des villes plus compactes et plus respectueuses de la nature ou encore la sobriété énergétique. La standardisation n'est donc pas la solution. » Surtout, si ces standards sont des modèles européens qui ne correspondent ni à

notre climat ni à notre géographie. « Le mouvement moderne d'après guerre, poursuit-il, a popularisé l'idée de construire des nouvelles villes et de nouveaux pôles. Ces extensions urbaines ont eu plusieurs conséquences très coûteuses, comme le prolongement des réseaux de transport ou le déploiement de la voirie. Il en a résulté que les nouveaux centres urbains sont globalement plus pauvres et moins bien équipés que les villes initiales ». De cette période de globalisation résulte le fait qu'on a oublié de construire pour un contexte donné, alors même que cet environnement social, géographique et climatique est primordial quand on parle d'architecture et plus largement d'aménagement du territoire. David Fontcuberta poursuit, « l'architecte n'est qu'un des instruments de l'orchestre, à ses côtés il y a l'anthropologue, l'ingénieur, l'urbaniste, le médiateur social et bien d'autres professionnels. La collaboration est essentielle. Nous devons, par exemple, baisser notre consommation de ressources, cela suppose de parler innovation

technologique (avec des matériaux qui résistent mieux à la chaleur), d'étudier les techniques de ventilation naturelle pour améliorer la température d'un espace sans climatisation (en créant des espaces de transition), en revenant parfois aux savoir-faire d'autrefois pour trouver un équilibre. L'architecte doit anticiper ces questions ».

Construire une coopération durable

Du 10 au 21 novembre prochain, une délégation antillo-guyanaise portera sa voix à Belém. Si une coopération entre l'Ordre des architectes de Guyane et les villes frontalières du Brésil et du Suriname existe déjà, l'Ordre national entend confirmer son engagement pour une coopération durable à la COP30. Un projet en trois axes que nous précise David Fontcuberta : « sur le plan académique, un partenariat est noué entre l'ENSA Paris-Belleville et l'UFPA au Brésil, dans le cadre d'une résidence d'étu-

dians de 4 mois. Ils travaillent en collaboration à la conception d'un prototype d'architecture amazonienne, il s'agit d'une maison sur pilotis inondable qui sera exposée pendant la COP30 puis déplacée après la Convention pour être mise à disposition des communautés. Sur le plan institutionnel, nous travaillons à la rédaction d'un plaidoyer sur le rôle de l'architecture face aux défis climatiques, en 16 objectifs, qui sera également présenté à Belém. Sur le plan professionnel, pour finir, il s'agit de renforcer les liens entre les architectes de la Caraïbe, de la Guyane et des Amériques qui sont confrontés aux mêmes défis ». La Conférence de 2025, au Brésil, est donc une nouvelle occasion de présenter les principes d'une architecture durable en mettant au centre du jeu l'expertise de professionnels issus des territoires les plus concernés.

* À l'exception de l'Iran, de la Libye, du Yémen et des États-Unis. Le retrait de l'accord de Paris des États-Unis, annoncé en janvier dernier, sera effectif en janvier 2026.

REPENSER L'URBANISME EN CONTEXTE TROPICAL

Rencontre avec une nouvelle génération de professionnels formés, à l'université, en Martinique et en Guyane.

Texte Sarah Balay



Améliorer l'organisation du territoire

Alann Metella, regrette le manque d'infrastructures pensées pour la Guyane. Il rêve de s'impliquer dans l'aménagement du territoire pour améliorer concrètement la vie des habitants.

Ambitieux, volontaire et visionnaire, Alann Metella, originaire de Rémire-Montjoly, n'a que 21 ans, mais déjà les idées claires. Pour lui, la Guyane souffre d'un

manque d'aménagements à la hauteur des besoins : des routes saturées autour de Cayenne, un déséquilibre entre le littoral très peuplé et l'intérieur des terres sous-exploité, sans oublier les contraintes liées à l'humidité et à la chaleur. Autant de défis qu'il rêve de relever en participant « à des projets concrets qui améliorent l'organisation du territoire et la qualité de vie de la population ». Son objectif : devenir conducteur de travaux et contribuer à bâtir des structures modernes, solides et durables. « Le véritable challenge, avance Alann, est de concevoir des projets en tenant compte de nos réalités locales : climat, sols, risques naturels, mais aussi la forte croissance démographique. Pour y parvenir, il est essentiel d'impliquer dès le départ, et davantage, les acteurs locaux ».

Alann a construit son parcours en combinant connaissances et expériences terrain. Après un BTS travaux publics, il a validé, en juin, une licence professionnelle en Génie civil et métiers de la construction proposée par l'université de Guyane et réalisée en alternance avec l'entreprise de travaux publics Ribal TP à Cayenne. Aujourd'hui, il poursuit un master en génie civil pour approfondir ses compétences. « J'ai choisi cette licence parce qu'elle offre une formation complète, à la fois théorique et pratique : conception, calculs, gestion de chantier », explique Alann.

Une expérience bien calibrée qui lui offre un regard averti sur les innovations qui pourraient améliorer les pratiques locales. « J'aimerais voir un usage plus important des matériaux biosourcés ou recyclés et des techniques de construction modulaires (assemblage de bâtiments préfabriqués N.D.L.R.), déjà utilisées ailleurs. Elles pourraient être très efficaces ici, pour gagner du temps, réduire les coûts et mieux adapter les projets à notre environnement tropical. » Jeunesse oblige, il se projette dans l'avenir avec optimisme. « Dans dix ou vingt ans, j' imagine les Antilles-Guyane avec des infrastructures pensées pour résister aux défis climatiques tout en améliorant le quotidien des habitants. Des territoires modernes, mieux organisés, qui deviennent une référence en matière d'aménagement tropical. »

« Intégrer les réalités sociales dans la conception de projets urbains »

Juriste de formation, **Hélène Scholastique** a choisi l'aménagement du territoire pour avoir un impact durable et concret sur la vie des citoyens. À ses yeux, les véritables enjeux résident dans la capacité des territoires à anticiper et à s'adapter aux mutations climatiques, sociales et environnementales.

Installer des bancs publics à l'ombre des arbres, près d'une rivière, pour offrir calme et fraîcheur aux badauds... Derrière la simplicité du projet se cachent, en réalité, une analyse fine et un travail de conception exigeant. Pour Hélène Scholastique, chargée de mission mobilité durable et qualité de l'air à la mairie de Saint-Esprit en Martinique, tout aménagement urbain requiert un diagnostic territorial permettant d'identifier l'ensemble des aléas naturels. « Il serait intéressant, par exemple, que cet espace ait une bonne exposition aux vents et soit orienté de telle sorte qu'il n'y fasse pas trop chaud à partir de midi, explique-t-elle. Qu'il soit en hauteur, si une rivière passe à proximité pour éviter la destruction des matériaux en cas de violentes inondations. Il serait aussi pertinent de prévoir différents aménagements comme des carbetts, à la fois pour s'abriter des pluies soudaines et parce qu'ils occupent une place culturelle et sociale importante. L'espace devrait, par ailleurs rester accessible à tous ». Autant d'axes de réflexion et d'étude qu'Hélène a su approfondir grâce au DU Urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas.

« Cette formation me permet de compléter un parcours essentiellement axé sur le droit de l'environnement et de l'urbanisme, via un master obtenu à Lyon, précise-t-elle. Le DU forme des professionnels capables de gérer un projet d'aménagement de A à Z tout en tenant compte des spécificités et contraintes tropicales. Plus que jamais, une nécessité ». Son mémoire portera d'ailleurs sur les enjeux d'une gestion intégrée des aléas naturels pour les projets urbains des collectivités territoriales.

À ce titre, Hélène Scholastique estime que de nouveaux aléas sont désormais à prendre en considération. « Le risque hybride (industriel et naturel) des échouements de sargasses, l'érosion côtière (27 communes littorales

en Martinique) et les glissements de terrain prennent de l'ampleur et demeurent particulièrement dangereux pour les territoires, avance-t-elle. Ces phénomènes ne vont certainement pas s'arranger avec le temps et doivent désormais être intégrés dans la planification urbaine au même titre que les cyclones ou les séismes. Les aménagements doivent donc être conçus pour protéger au mieux les vies humaines, grâce à leur localisation, leur orientation, leur structure et leurs matériaux. Le DU nous apprend à anticiper ces problématiques sur 10 à 20 ans et à en prévoir leur évolution. »

Outre les aléas climatiques et naturels, Hélène considère de nombreux autres défis attendent les territoires. « L'un des principaux réside dans l'intégration des réalités sociales à la conception des projets urbains : le départ massif des jeunes vers l'Hexagone entraîne un vieillissement de la population et l'urbanisme doit pouvoir y répondre. La création de résidences intergénérationnelles, y compris par la réhabilitation de bâtiments existants, apparaît ainsi comme une solution pertinente. Un autre enjeu majeur est l'utilisation de matériaux locaux et biosourcés, tels que l'argile, la pierre ou encore le bois, tout en veillant à la préservation de ces ressources. »



L'urgence climatique, une occasion de construire ensemble des décisions durables

Forte d'une pratique riche de nombreux projets, **Astrid Siniamin-Rodap**, maître d'œuvre, experte amiable et architecte d'intérieur, élargit son champ d'action pour penser le territoire dans sa globalité.

À Fort-de-France, trois décennies d'expérience font d'Astrid Siniamin-Rodap une référence en architecture d'intérieur, maîtrise d'œuvre et expertise amiable. Son parcours l'a conduite à accompagner aussi bien des particuliers que des entreprises, de la conception d'espaces de vie à la gestion complète de chantiers. Depuis cinq ans, elle a choisi d'élargir son horizon en proposant du consulting en architecture, urbanisme et environnement. Cette évolution traduit une conviction profonde : pour répondre aux défis contemporains, il faut dépasser la seule échelle du bâtiment et réfléchir aux dynamiques territoriales. C'est donc dans cette perspective qu'elle a intégré cette année le DU Urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas, proposé sur le pôle Martinique de l'UA. « Intégrer cette formation est une manière de développer une expertise intellectuelle et méthodologique afin de contribuer à des politiques territoriales plus cohérentes, résilientes et justes », explique-t-elle.

Selon elle, « l'aménagement est un levier pour penser autrement nos villes, nos infrastructures et nos usages. Il structure ainsi la cohésion sociale et conditionne la résilience de nos territoires face aux crises ». Le DU lui a, entre autres, permis d'intégrer une dimension essentielle dans le contexte du dérèglement



climatique : le diagnostic territorial. « Il s'agit de croiser des données techniques, économiques, humaines et culturelles, précise Astrid. Ce travail ne se limite pas à une analyse froide, il révèle les forces et les fragilités d'un territoire, identifie les priorités et construit une vision stratégique commune ».

En Martinique, les vulnérabilités sont particulièrement visibles. « Nous avons, par exemple étudié les forces et faiblesses de certaines communes, raconte Astrid. À Fort-de-France, le quartier Trénelle illustre bien ces risques : bâti "en coup de main" sur le flanc d'un morne, il est menacé par les glissements de terrain et exposé aux cyclones comme aux séismes. »

Astrid s'est également familiarisée avec des outils fondamentaux comme les SIG, systèmes d'information géographique. « Ces outils permettent de superposer des données variées – réseaux, mobilités, risques naturels, équipements publics, données socio-économiques – et d'en tirer des scénarios d'aménagement cohérents. Ce sont des bases objectives, lisibles et partageables qui soutiennent la décision politique », poursuit-elle.

Un socle indispensable pour affronter le grand défi caribéen, à savoir concilier, dans un même mouvement, développement économique, justice sociale et durabilité environnementale.

« Trop souvent, les décisions sont prises dans l'urgence, projet par projet, sans vision globale, et cela a pour conséquence des incohérences avec des zones mal desservies, des espaces dégradés, le gaspillage de ressources, et surtout un sentiment d'injustice pour les habitants », avance la consultante. Selon elle, une planification « rigoureuse et partagée » est une solution. Rigoureuse, parce qu'elle s'appuie sur un diagnostic solide. Partagée, parce qu'elle doit associer tous les acteurs concernés : élus, techniciens, habitants, acteurs économiques et associatifs, via des espaces de dialogue

structurés et réguliers comme des ateliers citoyens, des concertations publiques ou des plateformes numériques participatives. Cette coconstruction donne de la légitimité aux décisions et permet d'anticiper les besoins réels plutôt que de subir les urgences. En un mot, « instaurer une gouvernance participative régulière, pour faire de l'urgence climatique une occasion de construire ensemble des décisions durables ».



Déplorant des décisions souvent prises dans l'urgence, projet par projet, sans vision globale, Astrid Siniamin-Rodap, plaide pour des espaces de dialogue structurés et réguliers comme des ateliers citoyens, des concertations publiques ou des plateformes numériques participatives.

« La nécessité d'une innovation constante »

Désireux d'impacter positivement son territoire et la vie de sa population, **Matthieu Pallud**, s'est lancé sur la voie de l'aménagement du territoire avec énergie et altruisme. En tant que futur aménageur, il entend « transformer les contraintes en véritable opportunité ».

Renouer avec un rêve perdu... C'est guidé par cette ambition que Matthieu Pallud, 22 ans, en dernière année de master de géographie, a choisi d'intégrer la première promotion du DU intitulé urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas. « Il y a quelques années, j'avais tenté d'entrer dans une école d'architecture. Cela n'a pas abouti. Mais cette branche est toujours restée une vocation. Ce DU représente donc pour moi une manière d'y revenir. » Séduit par un enseignement riche « en cas pratiques » et particulièrement diversifié – du droit de l'urbanisme et de réglementation, aux risques naturels ou technologiques, en passant par la planification, la cartographie, la modélisation ou encore le dessin –, Matthieu voit dans cette formation une façon de mieux appréhender son futur métier et d'en mesurer pleinement les enjeux. « J'ai choisi l'aménagement du territoire pour la diversité de domaines qu'il mobilise – cartographie, urbanisme, paysage, sociologie... –. Mais ce sont surtout mes convictions qui m'ont guidé : je veux contribuer à améliorer la qualité de vie, en particulier celle des Martiniquais, et mettre en lumière les richesses que nos territoires tirent de leurs spécificités géographiques. » Son thème de mémoire portera sur la mise en avant et la caractérisation des matériaux géosourcés disponibles en Martinique. Objectif : identifier les gisements et proposer des filières de matériaux pouvant être normalisées afin de favoriser leur utilisation dans le bâtiment. « La Martinique étant un territoire multirisque, précise-t-il, ces matériaux locaux représentent un enjeu majeur pour renforcer la résilience, notamment dans le cadre de l'autoconstruction encadrée qui mobilise la main-d'œuvre de proximité et les ressources disponibles localement. » Selon lui, deux défis majeurs se posent dans l'aménagement du territoire : l'adaptabilité et la transposabilité des normes et réglementations



françaises, souvent peu adaptées aux régions insulaires et aux spécificités particulières, ainsi que la nécessité d'une innovation constante face aux défis du changement climatique. Matthieu estime que « le mode de construction doit évoluer dans un monde où les intempéries sont plus fréquentes et plus intenses, où les vagues de chaleur deviennent insoutenables et où la pression foncière ne cesse de croître. Nous devons, en tant qu'aménageurs, transformer ces contraintes en véritable opportunité ». Quant à sa vision de l'avenir de nos territoires en matière d'aménagement, Matthieu se révèle résolument optimiste et ambitieux. « Nous deviendrons de véritables laboratoires biologiques, explique-t-il. Confrontés à de nouvelles problématiques climatiques, d'autres pays pourront s'inspirer de notre expertise pour y faire face. Nos territoires deviendront pionniers dans de nombreuses stratégies d'adaptation et d'aménagement ». Pour illustrer son propos, Matthieu aborde le terrain sensible des algues sargasses, véritable fléau environnemental et sanitaire. « J'ai la conviction que dans 10 à 20 ans, nous aurons la capacité de maîtriser totalement ces vagues d'échouements, espère-t-il. Ces algues brunes pourraient être valorisées, soit en matériaux de construction, soit dans le cadre de stratégies de renforcement des côtes victimes d'érosion. »

De l'aventure à l'expertise

Diplômée en génie métallurgique, **Kassia Hadjaz** quitte, en 2023, son Algérie natale pour la Guyane. Sur place, elle découvre l'univers du BTP et entend mettre son expertise au service du territoire guyanais.

Un regard neuf, une ambition débordante. Kassia Hadjaz, 23 ans, ne connaît la Guyane que depuis deux ans et rêve aujourd'hui d'y insuffler énergie et expertise. En 2023, un master en génie métallurgique en poche, Kassia, originaire de Tizi-Ouzou, en Algérie, décide de poursuivre ses études en France. Elle choisit la Guyane et ses grands espaces, destination, les bancs de la fac en licence mécanique et matériaux. Son ambition ? Travailler en Guyane, après sa licence, dans le domaine du bois. Mais lors de son stage en alternance, effectué chez Eiffage infrastructures, elle a découvert l'univers du BTP. « J'ai voulu aller plus loin et me suis orientée, en 2024, en licence Génie civil et construction en zone tropicale, puis en master Génie civil en 2025, confie-t-elle. L'aménagement du territoire est un domaine fascinant, car il façonne directement la vie des habitants. En Guyane, il y a des défis uniques : l'immensité du territoire, la richesse écologique, mais aussi la nécessité de développer des infrastructures adaptées. Ce qui me passionne, c'est de participer à ce développement, de contribuer à un aménagement durable qui peut servir la population tout en respectant l'environnement. Cette licence m'a permis de renforcer mes compétences techniques, tout en développant une vision plus globale de l'aménagement, avec une prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et économiques ».

Plutôt complète, la formation couvre, en effet, l'étude de la réglementation, la planification et la gestion de projets, mais aussi des cas pratiques à partir de cas

existants. « J'ai notamment travaillé sur l'amélioration énergétique d'une maison créole, poursuit Kassia. À partir de données tangibles, des logiciels sont capables de fournir un diagnostic précis et d'avancer des solutions possibles. Dans le cas de cette maison, des alternatives simples pourraient améliorer les choses, comme une isolation du toit, le changement d'appareils ménagers, de nouvelles ouvertures et l'installation de systèmes intelligents capables de gérer la consommation. »

Le stage pratique permet aux étudiants d'être directement confrontés à la réalité du terrain, que ce soit dans les études ou sur les chantiers. « J'ai appris que l'aménagement du territoire ne se limite pas à construire : c'est anticiper, dialoguer et trouver un équilibre entre technique, budget et environnement. J'ai acquis des compétences solides au laboratoire, en études et en conduite de travaux, mais aussi une sensibilité au développement durable, qui est essentielle en Guyane ».

Pour son mémoire de master Kassia souhaite travailler sur la conception d'infrastructures résilientes adaptées au climat tropical. « Ici, les pluies intenses, l'humidité et les sols fragiles représentent un vrai défi pour la durabilité des routes et des ouvrages. Mon objectif est de proposer des solutions techniques et organisationnelles qui permettent de construire mieux, plus durablement et en tenant compte du contexte local ». Kassia pense en particulier à l'intégration systématique de matériaux recyclés, l'usage de matériaux biosourcés, ou encore la conception bioclimatique qui permet la réduction des besoins énergétiques des bâtiments.

Toujours en alternance à Eiffage en tant qu'assistante

responsable d'études et conductrice de travaux, elle travaille aussi sur des projets plus ambitieux pour la Guyane. « Nous étudions la mise en place, localement, d'une infrastructure de recyclage de verre domestique. L'objectif serait de valoriser cette ressource dans le secteur du BTP, en particulier pour la construction de routes ». Le verre, reconnu pour sa solidité et ses propriétés thermiques, pourrait ainsi devenir un matériau alternatif contribuant à des infrastructures plus durables.



Du dessin technique à l'aménagement durable

Entre retour aux sources et projections vers l'avenir, **Kwassy Benetruy** mise sur l'urbanisme tropical pour bâtir autrement en Martinique.



« Je me suis rendu compte que tout ce que j'avais appris durant mes études, que ce soit dans l'Hexagone ou même en Martinique, ne correspondait pas aux réalités du terrain en zone tropicale, confie Kwassy Benetruy, 28 ans. Ni le DUT génie civil construction durable obtenu à Bordeaux, ni la licence en génie civil suivie en Martinique n'avaient intégré les contraintes

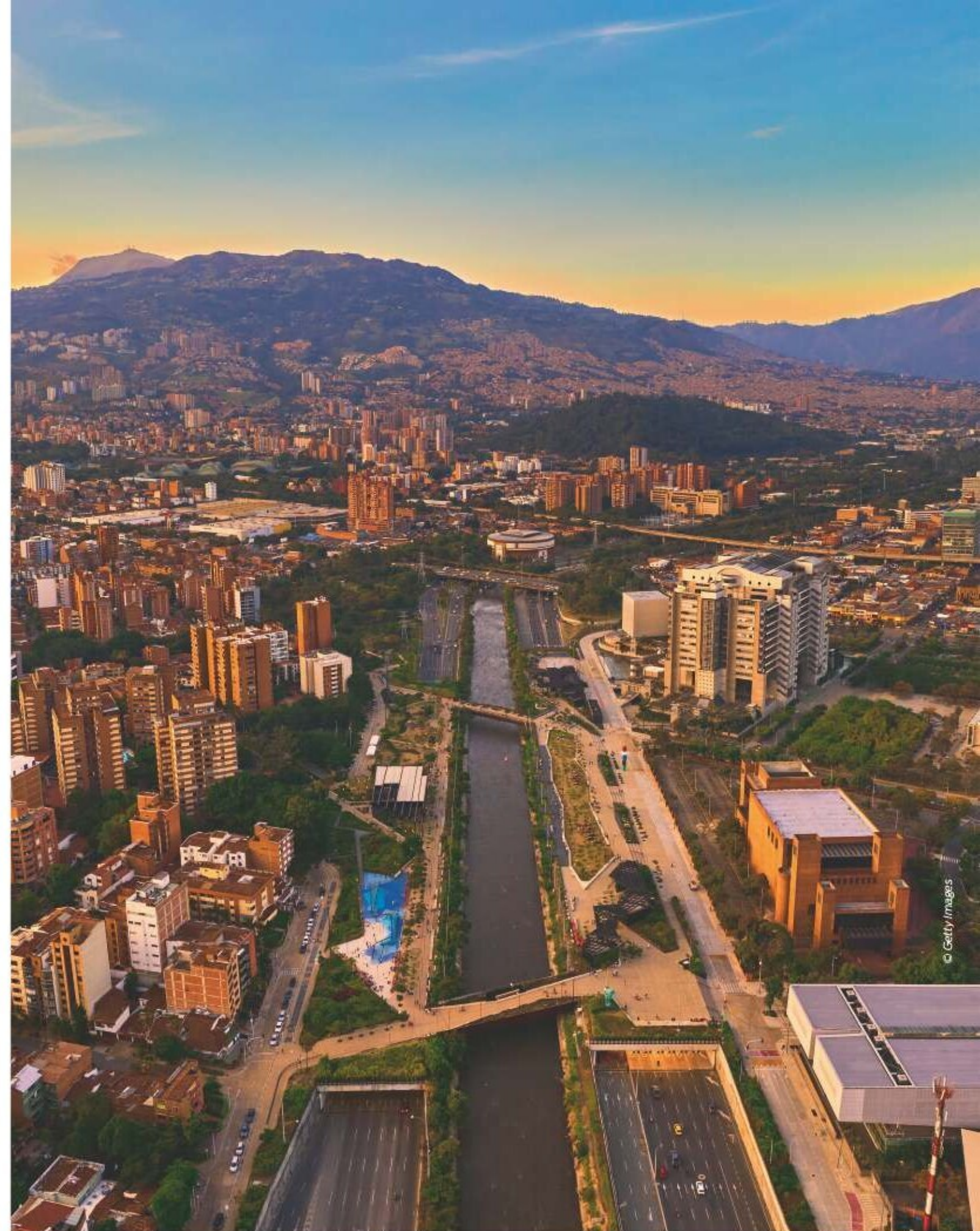
propres à nos territoires : relief accidenté, aléas climatiques et risques naturels ».

L'ouverture du nouveau DU urbanisme et architecture en contexte tropical multi-aléas proposé par l'UA sur le pôle Martinique, arrivait donc à point nommé pour ce jeune homme de retour au pays avec la ferme intention d'y bâtir son avenir. Après quatre années passées à Bordeaux comme dessinateur projeteur*, Kwassy vise désormais le métier qui l'anime depuis toujours : conducteur de travaux. « J'ai toujours rêvé d'un travail de terrain, explique-t-il. Être conducteur de travaux, me permet de suivre un chantier de A à Z tout en assurant la gestion humaine. C'est passionnant ! » Dans le cadre de son DU, Kwassy va effectuer quatre mois de stage au sein du centre territorial d'exploration de la biodiversité de la Martinique (CTEBioM), à Fort-de-France. Il sera chargé de piloter le projet de construction d'un nouveau bâtiment destiné à accroître la capacité d'accueil de l'institut. « Cette mission me réjouit : je serai au cœur des politiques territoriales, en lien avec les élus, et je pourrai voir comment les décisions se traduisent concrètement ». Son mémoire portera d'ailleurs sur ce chantier, avec pour objectif de concevoir un centre de recherche résilient et adapté à son environnement.

Cette formation lui offre donc la possibilité de porter un nouveau regard : penser les projets à l'échelle du territoire plutôt que de se limiter au dessin technique. « Je retiens surtout qu'un territoire est façonné par sa population, elle-même marquée par son histoire. J'ai découvert, par exemple, que l'architecture coloniale recelait déjà des solutions adaptées au climat : maisons fraîches et ventilées grâce à des terrasses entourant l'habitation et à la multiplication des ouvertures. Aujourd'hui, beaucoup de logements sont mal orientés et privés de ces dispositifs, souvent pour des raisons budgétaires, mais cela entraîne au final des dépenses énergétiques accrues pour les rafraîchir. »

En matière de résilience, Kwassy estime que la question des infrastructures routières est cruciale. « Un réseau mal pensé ne crée pas seulement des embouteillages, il peut isoler rapidement des populations en cas de crise. Pour les décennies à venir, je préconiserais des solutions hybrides entre le routier et le ferroviaire. Par exemple, transformer l'une des deux voies du TCSP en voie ferrée et remplacer une partie des ronds-points par des échangeurs. »

*Dessinateur projeteur : concevoir et dessiner les plans nécessaires à la réalisation de tout ou partie de projets de construction.



À Medellín, en Colombie, l'architecte Carlos Betancur (agence opus) a repensé l'architecture de la ville en fonction des cours d'eau qui la traverse. En 20 ans, la création de corridors verts a permis de réduire de 2°C la température de la ville.

3 QUESTIONS À

Pascal Saffache, professeur des Universités et directeur de l'Institut d'urbanisme, d'architecture et d'aménagement des Antilles (IU3A)



© Jean-Albert Coomans

« ÉLABORER DE NOUVELLES NORMES »

L'université des Antilles (UA) a lancé en 2025 un diplôme universitaire (DU) Urbanisme et architecture, en contexte tropical multi-aléas. Intégré au nouvel institut d'urbanisme, d'architecture et d'aménagement des Antilles (IU3A), il forme, sur le pôle Martinique, des professionnels capables de concevoir des aménagements durables et résilients, adaptés aux spécificités micro-insulaires et tropicales de la Caraïbe. En ce mois d'octobre, l'IU3A lancera son laboratoire expérimental dédié à l'urbanisme et à la construction en contexte tropical insulaire. Ce Labex entend tester, caractériser et normaliser les matériaux les plus adaptés.

Pourquoi ce laboratoire a-t-il été créé et quels besoins spécifiques vise-t-il à résoudre ?

Le laboratoire expérimental ou Labex adossé à l'IU3A a pour mission d'identifier des solutions en matière de matériaux de construction adaptées aux réalités tropicales insulaires, où chaleur, humidité, salinité et risques naturels majeurs imposent des contraintes particulières. Dans ce contexte, investisseurs, opérateurs, institutions publiques et assureurs ont

besoin de garanties solides sur la résilience des matériaux et des techniques mobilisées.

Le laboratoire concentre ainsi ses travaux sur deux grands champs d'action complémentaires : d'une part la cartographie et l'analyse des risques climatiques et naturels, afin de mieux cerner les zones sensibles et les enjeux humains, économiques et infrastructurels ; d'autre part, l'étude du comportement thermique, de l'élasticité et de la résistance des matériaux pour identifier ceux qui répondent le mieux aux contraintes locales.

Au-delà de la recherche académique, le Labex ambitionne de centraliser les solutions locales et de les inscrire dans une démarche de normalisation propre aux réalités antillaises. En s'appuyant sur l'expertise d'architectes et d'ingénieurs tels que Serge Gunot, Camille Roger-Petit, Frank Hubert ou encore Didier Deris, le laboratoire se positionne comme un incubateur et un cluster professionnel capable de fournir un lieu, des outils, des guides et des solutions techniques adaptées aux contraintes locales.

Quels matériaux seront testés et quels équipements permettront d'évaluer leur résistance ?

Les principales cibles sont les matériaux de construction présents sur nos marchés régionaux (briques/parpaings, tuiles, structures et armatures métalliques, tôles et ouvertures). L'objectif est de traiter la question des principaux risques naturels (sismique et cyclonique) en vue de mieux adapter les normes constructives actuelles de nos territoires au défi du changement climatique. En clair, face à la palette des risques naturels majeurs, il convient de proposer – dans une démarche de recherche-action – les meilleures réponses pour que les matériaux soient les plus résistants aux séismes (magnitude 7 à 8) et aux vents cycloniques (+ 250 km/h).

Comment les résultats de ce laboratoire seront-ils utilisés par les professionnels du secteur ?

Le Labex fonctionne comme un véritable banc d'essai : il vise à caractériser les filières locales, tester les matériaux existants face aux risques climatiques actuels et futurs, puis identifier ceux qui doivent servir de référence pour l'élaboration de nouvelles normes à proposer aux pouvoirs publics. L'objectif est d'assurer la durabilité des bâtiments en milieu tropical insulaire, d'améliorer les modes constructifs, de renforcer leur performance thermique et énergétique dans une logique de décarbonation du secteur et d'ouvrir la voie à un processus de certification et de normalisation des matériaux sur le sol martiniquais. En parallèle, à la demande de la CTM (Collectivité territoriale de Martinique), le laboratoire travaille à la transposition des normes de construction à l'échelle de la Martinique, mais aussi du bassin caribéen et de l'Amérique centrale, afin de créer de nouvelles chaînes de valeur et de mobiliser les biens et services régionaux au bénéfice des acteurs du bâtiment et de la reconstruction.

« L'aménagement est un levier pour penser autrement nos villes, nos infrastructures et nos usages ».

Astrid Siniamin-Rodap,
maître d'œuvre experte amiable et architecte d'intérieur

Transition énergétique

« AGIR PLUS » POUR RÉDUIRE SA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE

Acteur majeur de la transition et de l'efficacité énergétique sur l'ensemble du territoire, **EDF Guyane** accompagne les professionnels, entreprises, collectivités, particuliers à aller vers une meilleure maîtrise de leur consommation d'électricité grâce aux offres Agir Plus. Éclairage avec Roland Fayn, chef du service Transition et Efficacité énergétique à EDF SEI Guyane.

Texte Sandrine Chopot - Photo EDF



Edson Bulot, chargé d'affaires en efficacité énergétique et Christophe Bocage, responsable d'affaires en efficacité énergétique

Qu'est-ce que la transition énergétique ?

La transition énergétique, c'est le passage de sources d'énergie non renouvelables (on peut citer les centrales thermiques qui fonctionnent au fuel pour la production d'électricité ou les véhicules essence dans le transport de personnes et de biens) à des sources d'énergie beaucoup plus écologiques, dites renouvelables (centrales hydrauliques, photovoltaïques, biomasse pour la production d'électricité ou véhicules électriques pour le transport).

Comment se positionne la Guyane en matière de transition énergétique ?

La Guyane a la chance d'avoir le barrage hydraulique de Petit-Saut et une production d'électricité qui est assurée par d'autres moyens de production

renouvelable (biomasse solide, panneaux solaires, hydraulique au fil de l'eau). En moyenne, sur les dernières années, on est à 60 % de mix énergétique décarboné pour la production d'électricité. D'ici 2026, on sera proche de 100 % de production d'électricité d'origine renouvelable avec les nombreux projets à venir.

Et l'efficacité énergétique dans tout cela ?

L'efficacité énergétique complète bien la transition énergétique en nous incitant à moins et mieux consommer. Chez EDF, nous accompagnons depuis de nombreuses années les professionnels, industries et collectivités de Guyane à aller vers une meilleure maîtrise de leur consommation d'électricité. Le but est de les aider à s'équiper de matériels performants, c'est-à-dire qui consomment moins d'électricité pour un même service. Ces activités se font dans le cadre des offres Agir Plus et du cadre territorial de compensation, défini en partenariat avec la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), la Direction générale des territoires et de la mer (DGTm) et l'Agence de la transition écologique (Ademe). Pour les professionnels, il y a les offres standards pour les bâtiments (tels que l'isolation, les climatiseurs et brasseurs d'air performants, la protection solaire) mais aussi sur l'éclairage, les moteurs, les process (régulation, récupération de chaleur, variation électronique de vitesse...).

Et donc, quel est le résultat chiffré de toutes ces actions ?

Pour l'année 2024, ce sont près de 14 M€ de primes versées à nos clients. Cela a permis d'économiser plus de 25 GWh d'électricité (3 % de la consommation d'électricité en Guyane) soit 9 000 tonnes de CO₂ évitées.



Vanessa Ho-Kon-Tiat, adjointe du chef du Service Transition et Efficacité Énergétique

Pourquoi EDF incite à consommer moins alors qu'il est producteur d'électricité ?

Parce que la meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas ! Nous vivons des bouleversements économiques, écologiques et énergétiques. En effet, la Guyane a une évolution démographique importante et des besoins énergétiques en hausse. Contrairement à l'Europe, la Guyane n'est pas connectée électriquement à ses voisins (Brésil et Suriname) et doit être autonome en électricité. Promouvoir l'efficacité énergétique est bon pour la planète et excellent pour le portefeuille !

Des aides pour les particuliers

Sur le site Internet (www.edf.gf), les particuliers ont accès aux différentes offres avec la liste des économies d'énergie possibles (isolation, chauffe-eau solaire, brasseurs d'air...). Il suffit de sélectionner l'offre qui vous intéresse, la zone géographique concernée, ce qui permet de simuler le montant de la prime et d'accéder à une liste d'entreprises partenaires Agir Plus susceptibles de réaliser les travaux chez vous. De plus, il est possible de faire jusqu'à trois demandes de devis directement via le site. Le partenaire choisi réalise les travaux et déduit directement la prime de sa prestation.

PROFESSIONNELS, RÉALISEZ VOTRE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET FAITES DES ÉCONOMIES

Des solutions concrètes existent pour vous aider à réduire durablement vos dépenses énergétiques et améliorer votre confort. Nos chargés d'affaires en efficacité énergétique sont à vos côtés pour passer à l'action. L'énergie est notre avenir, économisons-la !

« Pour l'année 2024, ce sont près de 14 M€ de primes versées à nos clients »



Roland Fayn, chef du service de la Transition énergétique et d'efficacité



EDF - Direction des Systèmes Énergétiques Insulaires
842 Chemin de Saint-Antoine - Cayenne
<https://www.edf.gf>
Pour les professionnels : sei-guyane-mde-b2b@edf.fr

COMMENT L'OPÉRATION D'INTÉRÊT NATIONAL MODERNISE L'URBANISME GUYANAIS

L'Opération d'Intérêt National (OIN) portée par l'**EPFAG** constitue un levier majeur pour accompagner la transformation urbaine de la Guyane. Pensée pour répondre aux défis d'un territoire en pleine croissance, elle vise à créer des espaces de vie modernes, durables et fonctionnels.



Écoquartier Hibiscus

Hibiscus, un écoquartier vivant

La ZAC Hibiscus s'impose comme un quartier vivant et intégré dans le paysage urbain. Pensé dès l'origine pour allier qualité de vie et mixité fonctionnelle, il offre une palette d'espaces publics, d'équipements et de services qui en font un écoquartier pleinement opérationnel. Les espaces publics sont investis par les habitants : places ouvertes, cheminements piétons et circulations douces assurent une connectivité fluide entre les îlots. Les jardins, bassins paysagers et parcs apportent fraîcheur, apaisement et attrait esthétique au cœur du quartier.

Le TCSP traverse la ZAC Hibiscus, avec des arrêts bien positionnés qui facilitent la mobilité des usagers. Les trottoirs larges, les pistes cyclables et les aménagements de voirie apaisée rendent les déplacements doux (à vélo, à pied) fluides et agréables. Sur le plan sportif, le quartier dispose d'un city stade, d'un parcours sportif aménagé et de zones de fitness en plein air pour les habitants désireux de pratiquer une activité physique sans quitter leur cadre de vie. Ces équipements renforcent le lien social et l'ancrage du quartier de ses habitants.

Le volet économique et commercial n'est pas en reste : des restaurants, commerces de proximité et services sont présents sur les rez-de-chaussée. Ils génèrent de la vie, de l'animation et répondent aux besoins quotidiens des résidents. L'implantation d'un groupe scolaire complète l'offre de services nécessaires au quotidien.

La ZAC Hibiscus illustre concrètement comment un écoquartier opérationnel peut conjuguer cadre de vie, mobilité durable, équipements publics et vie de quartier animée. Hibiscus est une vitrine de l'aménagement en action, un exemple tangible de l'urbanisme moderne Guyanais.

La ZAC de Soula, un quartier neuf et un lieu de vie

À Macouria, la ZAC de Soula illustre aussi la transformation urbaine de la Guyane. Sur 191 hectares, ce quartier conçu pour répondre aux besoins d'une population en plein essor accueille déjà 2 666 logements, un collège, trois groupes scolaires et deux parcs urbains, offrant ainsi un environnement adapté aux familles et aux habitants de tous âges.

Plus qu'un simple espace résidentiel, Soula s'impose comme un véritable lieu de vie. Ses espaces publics structurants, ses liaisons piétonnes et cyclables et ses zones commerçantes animées favorisent un quotidien pratique et agréable. Des commerces de proximité, des restaurants et divers services contribuent à dynamiser le quartier et à créer une vie locale active.

Le Mont Soula constitue l'un des lieux emblématiques de ce quartier. Cet espace en plein air de plus de 5 hectares propose une aire de jeux, un carbet convivial ainsi que des espaces dédiés aux loisirs et à la détente. Il est régulièrement investi par les habitants à l'occasion d'événements et d'animations locales.

Véritable cœur social du quartier, il renforce les liens entre les habitants et contribue à créer une atmosphère de cohésion et de convivialité.

Pensée pour être accessible et agréable à vivre, la ZAC de Soula conjugue ainsi habitat, équipements, espaces publics et vie de quartier. Elle incarne parfaitement les ambitions de l'OIN : moderniser l'urbanisme guyanais tout en offrant aux habitants des lieux de vie fonctionnels, attractifs et tournés vers l'avenir.



EPFA Guyane
14 Esplanade de la Cité d'Affaires
97355 Matoury Cedex
0594 38 77 00 - contact@epfag.fr

COLORS

PRIM

Une
IMPRESSION
plus vraie
QUE NATURE !

- Impression offset et numérique
- Création graphique

Flyers, dépliants, affiches, brochures, carnets, tickets, liasses, blocs, chemises, pochettes à rabats, pelliculage mat et brillant, tampons, gravure plaques...



Carrefour du Larivot • 97351 MATOURY • Fax. 0594 35 10 14

Tél. 0594 29 60 90

colorsprim973@orange.fr • www.colorsprim.com

ÇA CHIFFRE : L'EMPLOI LOCAL EN 2025

À bonfilon, nous avons pour mission de rapprocher les candidats et entreprises des Antilles-Guyane afin que chacun y trouve son compte. Et pour mieux comprendre nos marchés du travail, à bien des égards tendus, nous nous appuyons sur des témoignages mais aussi sur des chiffres. Cela vous intéresse aussi ? On vous résume ce mois-ci les dernières données publiées sur le marché du travail en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane en 2024, ainsi que les besoins en ressources humaines en 2025.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

LES 15-29 ANS SONT PRÈS DE 2 FOIS MOINS INSÉRÉS

que les autres tranches d'âge sur le marché du travail en Guadeloupe et en Martinique, et près de 3 fois moins insérés en Guyane.

MOINS DE LA MOITIÉ DES GUYANAIS EN ÂGE DE TRAVAILLER SONT EN EMPLOI,

un taux stable autour de 40 %.

L'emploi progresse en Guadeloupe (54 %) et reste stable en Martinique (61 %).

LES FEMMES ET LES 15-29 ANS

sont davantage concernés par le sous-emploi (c'est-à-dire le temps partiel subi).

PLUS D'1 JEUNE DE 15-29 ANS SUR 3 N'EST NI EN ÉTUDES, NI EN EMPLOI, NI EN FORMATION (NEET) EN GUYANE

(34 %, en augmentation de 4 points en 1 an). C'est 21 % de NEET en Martinique et en Guadeloupe.

3 SECTEURS RECRUTENT PARTICULIÈREMENT AUX ANTILLES-GUYANE :

1. Santé humaine et de l'action sociale
2. Construction
3. Services scientifiques, techniques, administratif & soutien

LES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SONT 2,5 FOIS PLUS EN EMPLOI EN GUADELOUPE,

4 fois plus en Guyane et 2 fois plus en Martinique, par rapport aux personnes peu ou pas diplômées (c'est-à-dire détenant au maximum un niveau brevet des collèges). L'emploi des diplômés du supérieur recule cependant aux Antilles, tandis que l'emploi des peu ou pas diplômés progresse.

SEULS 1 À 3 % DES CHÔMEURS DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

subissent le chômage de longue durée (chômage d'au moins un an) aux Antilles-Guyane, contre 8 à 23 % des chômeurs peu ou pas diplômés.

2/3 DES FEMMES SONT EN EMPLOI EN MARTINIQUE,

la moitié des femmes en Guadeloupe et 1/3 des femmes en Guyane (-8 points de taux d'emploi par rapport aux hommes).

L'EMPLOI PROGRESSE DAVANTAGE POUR LES SENIORS (50-64 ANS)

que pour les jeunes. C'est + 5 points en Guadeloupe, + 4 points en Martinique. En Guyane, les seniors sont davantage en emploi que les autres catégories d'âge.

COMPTABLE EST LE MÉTIER LE PLUS RECHERCHÉ PAR LES RECRUTEURS

en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique, pour un salaire allant de 1 760 € à près de 2 700 € brut mensuel.

EN RÉSUMÉ !

Si le taux d'emploi est globalement stable ou en progression sur nos territoires, les jeunes de 15 à 29 ans ont manifestement du mal à s'insérer sur le marché du travail local. Leur taux d'emploi ne progresse pas, voire diminue, et l'écart avec l'Hexagone est particulièrement prononcé (de 19 à 29 points d'écart). Pour trouver du travail, le niveau de diplôme s'avère crucial, les personnes peu ou pas diplômées étant 2 à 6 fois plus en situation de chômage que les diplômés de l'enseignement supérieur.

Sources : Insee Analyses Guyane, N° 77 - septembre 2025, Insee Analyses Guadeloupe, N° 86 - septembre 2025, Insee Analyses Martinique, N° 78 - septembre 2025, France Travail, Enquête Besoins en Main-d'Œuvre 2025, France Travail & Dares, Difficulté de recrutement, 2024, France Travail, Offres d'emploi, Salaires, T1 2025



RETROUVEZ PLUS
DE CONTENUS
SUR L'EMPLOI SUR
BONFILON.INFO

bonfilon
by EWAG

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info



COMITÉ DES
ASSUREURS
ANTILLES GUYANE

secretariatcaag@gmail.com

L'EXPERTISE APRÈS UN SINISTRE MATÉRIEL : UNE ÉTAPE INDISPENSABLE POUR SE RELEVER



Pourquoi une expertise ?

Lorsqu'un incendie, une inondation ou un cyclone endommage une maison, l'émotion est forte et les dégâts parfois difficiles à estimer. L'expertise matérielle est alors une étape indispensable : elle permet de constater les dommages de manière objective et de préparer le chemin vers une indemnisation. C'est une façon d'éviter toute contestation et d'assurer que la réparation sera faite sur des bases solides.

Comment ça se passe ?

Après avoir déclaré le sinistre à son assureur, un expert est mandaté pour venir sur place. Il prend rendez-vous avec la famille sinistrée, visite les lieux, prend des photos, consulte les factures ou devis, et échange directement avec les habitants. Selon les cas, d'autres spécialistes peuvent intervenir : un ingénieur bâtiment, un technicien électroménager ou encore un garagiste pour les véhicules.

Le rôle de l'expert

L'expert n'est pas seulement un technicien : c'est aussi un interlocuteur. Il chiffre la valeur des biens abîmés, identifie les causes du sinistre et propose des solutions concrètes de réparation ou de remplacement. Mais il joue aussi un rôle humain important, en accompagnant les assurés dans un moment difficile, en expliquant les étapes à venir et en veillant au respect du contrat d'assurance.

Et les délais ?

Dans la plupart des cas, l'expertise a lieu dans les jours ou semaines qui suivent la déclaration du sinistre. Lors de catastrophes naturelles, des délais particuliers sont fixés par la loi, une fois que l'arrêté officiel est publié. L'objectif reste toujours le même : permettre une indemnisation rapide, sans précipitation, et surtout adaptée à la réalité des pertes.

Un pas vers la reconstruction

Au-delà des chiffres et des constats, l'expertise marque le début d'un retour à la normale. C'est elle qui ouvre la voie à la réparation des logements, au remplacement du mobilier ou à la reprise d'activité pour les professionnels touchés. En d'autres mots : c'est grâce à cette étape que l'on peut tourner la page du sinistre et se projeter à nouveau vers l'avenir.

Petit plus

En cas de sinistres majeurs, les assureurs et experts locaux font appel à des experts de la Métropole pour avancer plus rapidement sur les expertises et donc les indemnisations.



NUOS PLUS S2 WIFI 80L / 110L / 150L

Le chauffe-eau thermodynamique mural ultra compact connecté. Jusqu'à 80 % d'économies d'énergie.
Performance optimisée : COP à 7°C jusqu'à 2,95 et COP à 15°C jusqu'à 3,18 selon EN16147.

Chauffe-eau thermodynamique connecté !



D.P.S.
PLOMBERIE / SANITAIRE
ASSAINISSEMENT

Z.I. Terca - Carrefour du Larivot
MATOURY - Tel : 05 94 35 09 89



NUOS PLUS WIFI 200L / 250L

Le chauffe-eau thermodynamique au sol connecté.
Jusqu'à 80 % d'économies d'énergie.
Performance optimisée : COP à 7°C et

ARISTON
GROUP

5 CHOSES À SAVOIR LE CDI INTÉRIMAIRE

En vigueur depuis 2014, le CDI intérimaire reste pourtant peu connu du grand public. En quoi consiste-t-il ? À qui s'adresse-t-il ? Quels sont ses objectifs et ses avantages tant pour les salariés que pour les entreprises ?

Texte Sarah Balay

1. UN DISPOSITIF VIEUX DE DIX ANS

Le CDI intérimaire (CDII) a vu le jour en 2013 dans le sillage d'un accord entre partenaires sociaux avec un objectif clair : offrir davantage de stabilité aux travailleurs intérimaires. Officiellement lancé en mars 2014, ce contrat un peu hybride combine la souplesse de l'intérim et la sécurité d'un CDI. Une petite révolution dans le monde du travail temporaire. Concrètement, ce contrat lie un salarié, non pas à une entreprise classique, mais à son agence d'intérim. Il devient ainsi un employé permanent de cette dernière qui l'envoie en mission dans différentes sociétés, selon les besoins. Même entre deux missions, le salarié continue d'être rémunéré avec un revenu minimum garanti souvent équivalent au SMIC.

2. UN CONTRAT DESTINÉ AUX PLUS FRAGILES

Le CDI intérimaire s'adresse à tous les salariés de l'intérim, quel que soit leur âge, leur niveau de qualification ou leur secteur d'activité. Il cible toutefois les personnes les plus exposées à la précarité sur le marché du travail : jeunes peu ou pas qualifiés, seniors, travailleurs en situation de handicap

ou présentant un niveau de qualification peu élevé et qui, de ce fait, se trouvent éloignées de l'emploi.

3. LES MÊMES GARANTIES QUE POUR UN CDI CLASSIQUE

Le CDI intérimaire permet de bénéficier de tous les avantages du CDI classique : un salaire mensuel garanti, cinq semaines de congés payés, un accès à la formation professionnelle pour faire évoluer sa carrière, un accès au prêt bancaire, etc. Mais aussi des bénéfices de l'intérim : des missions variées, un comité social et économique (CSE), une mutuelle, un compte épargne temps...

4. DES AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES AUSSI

Pour les entreprises de travail temporaire (ETT) cela apporte une fidélisation des intérimaires, une meilleure gestion des compétences (formation possible), une image professionnelle renforcée (engagement dans la stabilité de l'emploi). Pour les entreprises utilisatrices, c'est un gain de temps (moins de gestion administrative) et un accès à des profils expérimentés et fidélisés.

5. UNE RÉFORME RÉCENTE : DES MISSIONS PLUS LONGUES

Jusqu'à 2019, la durée des missions dans une même entreprise était limitée (18 ou 24 mois). Aujourd'hui, un salarié peut rester aussi longtemps que nécessaire, tant que cela demeure dans le cadre de son contrat. Le CDII peut toutefois représenter un tremplin vers un emploi hors intérim. 67 % des ruptures de CDII sont suivies d'un recrutement au sein de l'entreprise utilisatrice.

EN CHIFFRES

- En avril 2025, le CDI intérimaire représente 43 700 ETP, soit 6,3 % des effectifs des agences d'emploi.
- En décembre 2022, l'emploi intérimaire dans les DROM a chuté de 7,7 % par rapport à décembre 2021. Une tendance à la baisse, comme dans l'Hexagone.

PARIS POUR L'EMPLOI DES OUTRE-MER



Jeudi 6 & Vendredi 7 Novembre 2025
Place de la Concorde Métro 1/8/12



MARTINIQUE



GUADELOUPE



GUYANE



LA RÉUNION



MAYOTTE



OUTREMER-EMPLOI.FR

ICI, ON RECRUTE !

Votre espace Emploi EN OUTRE-MER

Tendance au travail

WORKATION,

LE TRAVAIL EN MODE VACANCES

Être productif dans un décor de rêve, les pieds dans l'eau ? C'est le choix de plus en plus d'actifs-freelance, entrepreneurs, voire salariés, qui troquent leur salon pour un environnement de travail plus stimulant et dépayçant. Cette nouvelle façon de concilier travail et voyage a un nom : le workation.

Texte Sarah Balay

Pourquoi compter les jours avant les prochaines vacances ? Pourquoi associer travail et enfermement, productivité et sédentarité ? De plus en plus de professionnels choisissent de mêler travail et détente pour inventer un nouveau rythme plus libre et plus fluide. Né il y a une dizaine d'années aux États-Unis, le concept de workation, contraction de *work* (travail) et *vacation* (vacances), se développe aujourd'hui porté par l'essor du télétravail post-Covid. En France, il reste toutefois encore très marginal.

Le principe ? Travailler loin de chez soi, de préférence dans un endroit conçu pour la détente et le dépaysement... Doté cependant d'une bonne connexion internet. Ce concept s'adresse surtout aux *digital nomads** ou aux entrepreneurs indépendants qui, par définition, sont plus libres. Malgré tout, certains salariés peuvent en profiter, à condition d'avoir négocié au préalable, avec leur employeur, la possibilité de télétravailler ailleurs que chez eux. Une pratique encore confidentielle (craintes en termes de confidentialité, de sécurité informatique, de productivité et de suivi de l'employé), mais qui émerge dans certains secteurs ouverts au travail à distance comme la tech, la communication ou les métiers créatifs (startups, entreprises innovantes...).

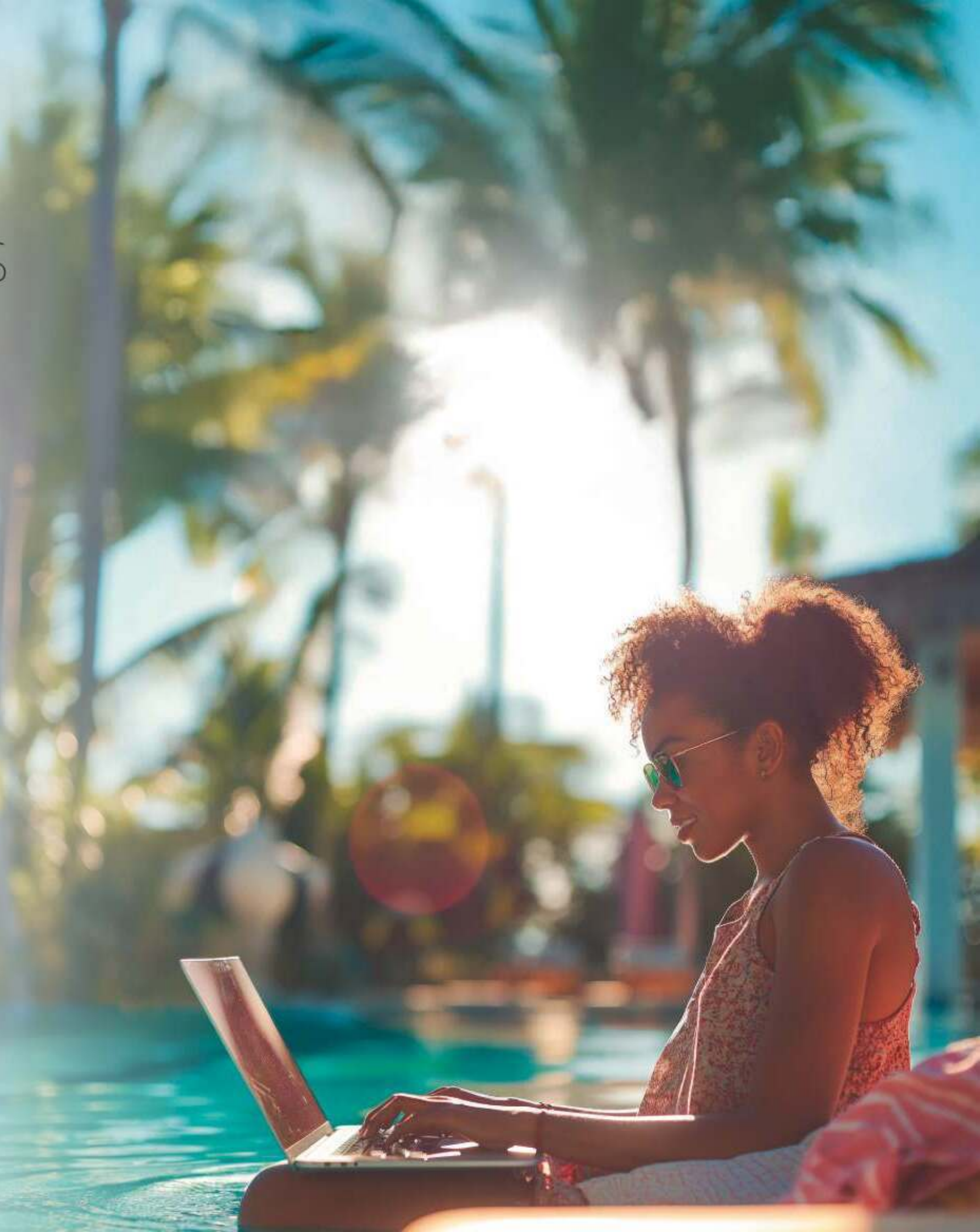
Discipline et organisation

Le workation présente de nombreux atouts. Sur le plan personnel, voyager tout en travaillant est

déjà un luxe, en soi. Sur le plan professionnel, un cadre agréable réduit le stress, favorisant ainsi concentration, productivité et créativité. Ce mode de fonctionnement ne convient toutefois pas à tout le monde. Il exige une organisation rigoureuse, une vraie discipline et parfois un rythme plus soutenu, surtout en cas de décalage horaire. Le risque ? Ne jamais vraiment décrocher. À force de mêler détente et réunions, flexibilité et deadlines, certains peuvent finir par travailler davantage sans parvenir à poser de réelles limites.

Afin d'encadrer au mieux cette pratique et répondre aux besoins de ces travailleurs d'un autre genre, une offre dédiée se développe peu à peu : hébergements avec espaces de coworking intégrés, formule « workation », label *Remote friendly* (travail hybride), voire facilité administrative. Certains pays comme le Portugal, la Barbade ou l'Estonie proposent même des visas spéciaux pour télétravailleurs permettant de séjourner plusieurs mois tout en exerçant une activité à distance. La France commence à s'intéresser à ce concept comme levier d'attractivité, notamment dans ses territoires ultramarins. Des espaces de « coliving » ont, par exemple vu le jour à La Réunion. Il s'agit d'un mode d'habitat partagé qui combine logement, espaces de travail communs et vie en communauté.

*Digital nomad : qui peut travailler depuis n'importe quel lieu



De l'art de raconter des histoires

En octobre, deux événements nationaux rythment la vie culturelle : Biblis en folie (du 3 au 5 octobre) et les journées nationales de l'architecture (du 16 au 19 octobre). L'itinéraire du mois propose d'associer les deux. Déambulation autour de nos bibliothèques.

Texte Floriane Jean-Gilles



GUADELOUPE LA MÉDIATHÈQUE CARAÏBE BETTINO LARA (LAMÉCA)

L'histoire du bâtiment est passionnante. Situé dans le quartier du Carmel, à Basse-Terre, l'édifice a été construit en lieu et place de l'église des Pères des Carmes, détruite vers 1759. Son architecture militaire, avec sa forme en U, s'explique par sa 1^{re} fonction : « magasin du Roy ». En 1891, le bâtiment accueille l'imprimerie du Gouvernement rebaptisée Imprimerie officielle, en août 1930. « Les bâtiments, longeant la Calle de Fer, aujourd'hui rue Bossant, dans lesquels se trouvaient, définitivement installés depuis 1891, tous les ateliers de l'imprimerie du Gouvernement, construction robuste et

plus d'une fois éprouvée, qui réunissaient les conditions d'espace et de clarté nécessaires », peut-on lire dans *Les dernières heures d'un établissement public 1788-1967 : le livre jaune de l'Imprimerie officielle de la Guadeloupe*. La médiathèque, de 1 500 m² sur 3 niveaux, est inaugurée en 1997 et baptisée Bettino Lara du nom de dernier directeur de l'Imprimerie officielle. Ouverte sur toutes les cultures caribéennes, Laméca abrite notamment le fonds Maryse Condé. L'auteure guadeloupéenne a fait don des 1 500 ouvrages que comptait sa bibliothèque privée afin de « laisser un souvenir utile à la jeunesse guadeloupéenne ».

Médiathèque Caraïbe Bettino Lara
54, rue Amédée Fengarol
97100 Basse-Terre



© Archives Territoriales de Guyane

GUYANE LA BIBLIOTHÈQUE ALEXANDRE FRANCONIE

Inaugurée en 1885, la bibliothèque Alexandre Franconie est la première bibliothèque publique de Guyane. L'immeuble, construit entre 1824 et 1842 sur une ossature en bois remplie de briques, est protégé au titre des Monuments historiques et abrite la bibliothèque sur deux niveaux. En 2021, l'immeuble faisait partie des sites sélectionnés par la Fondation du patrimoine pour sa rénovation. Son architecture est typique des demeures bourgeoises urbaines de l'époque : une toiture à pente forte et des balcons pour protéger les façades des intempéries, des combles ventilés à l'étage... Parmi les documents qui constituent le fonds patrimonial de la bibliothèque, soit plus de 10 000 documents, certains datent de 1660.

Bibliothèque Alexandre Franconie
1, avenue Général de Gaulle
97300 Cayenne



© Jean-Albert Coopmann

MARTINIQUE LA BIBLIOTHÈQUE SCHŒLCHER

Dans son ouvrage *La Bibliothèque Schœlcher, un monument de la Martinique*, publié en 1991, Alice Achille interroge la légende selon laquelle la bibliothèque Schœlcher aurait été présentée en 1889, lors de l'Exposition universelle de Paris. « Pourtant aucun texte contemporain de l'édification de la Bibliothèque publié en Martinique, où l'on était fort attentif à l'histoire de la Bibliothèque, aucun des nombreux documents édités pour l'Exposition en métropole, aucune gravure, aucun plan, aucun article, aucune photographie, aucune pièce d'archive officielle, aucune des lettres de H. Picq qui pourrait en tirer quelque gloire, n'évoque cette présence », peut-on lire dans cet ouvrage. Même les dates ne concordent pas, car les premières pièces du bâtiment sont arrivées en Martinique en 1887. Le mythe est pourtant tenace, preuve que la célèbre Bibliothèque, devenue fleuron de l'architecture, n'a pas encore livré tous ses secrets... La Bibliothèque a été construite afin d'accueillir la collection personnelle de Victor Schœlcher dont il fit don à la Martinique en 1883. Malheureusement l'incendie du 22 juin 1890, qui ravagea Fort-de-France, emporta aussi les ouvrages de Schœlcher. Sur les 9 000 à 10 000 volumes légués, seuls 1 200 ont été sauvés.

Bibliothèque Schœlcher
1, rue de la Liberté
97262 Fort-de-France

Bleu Klein : la couleur comme manifeste

Saturé, profond, presque surnaturel... Le bleu Klein, aussi appelé IKB (*International Klein Blue*), est bien plus qu'une simple teinte. Il est devenu une icône visuelle dans le paysage artistique, architectural et urbain contemporain. Photo Jean-Albert Coopmann



Le bleu Klein a été utilisé dans le cadre de l'exposition « À l'affût du monde » de Serge Goudin-Thébia, à la Fondation Clément.

Le bleu Klein naît dans les années 1950, sous l'impulsion de Yves Klein, artiste français avant-gardiste. Refusant les codes traditionnels de la peinture, Klein cherche une expérience pure de la couleur, sans sujet, sans contour, sans narration. « Le bleu n'a pas de dimension, il est hors dimension », affirmait-il. En collaboration avec Édouard Adam, un marchand de couleurs parisien, il met au point une formule unique à base de bleu outremer 1311, un pigment ultramarine synthétique d'une intensité rarement égalée, fixé à l'aide d'un liant transparent breveté, qui permet de conserver toute sa profondeur. Ce pigment donnera naissance à l'IKB, déposé à l'Institut national de la propriété industrielle en 1960, non pas comme une couleur, mais comme une idée.

UNE ŒUVRE MONOCHROME, MAIS JAMAIS MONOTONE

Le bleu Klein est au cœur de la série des monochromes qui ont rendu Yves Klein célèbre. Contrairement à d'autres abstractions de l'époque, ses toiles ne cherchent pas la forme mais l'intensité de la perception. Le spectateur ne regarde pas : il ressent. À travers ses toiles, ses performances (les Anthropométries), ses sculptures épurées (comme la *Victoire de Samothrace* peinte en IKB), Klein fait du bleu un manifeste spirituel. Au fil des décennies, le bleu Klein a dépassé le cadre de l'art contemporain pour devenir un acteur à part entière de notre environnement visuel. Plusieurs projets architecturaux ou urbains ont fait le choix de cette couleur pour affirmer une esthétique singulière.

LE BLEU KLEIN DANS LA DÉCORATION CONTEMPORAINE

Dans les intérieurs, le bleu Klein séduit par sa tension entre puissance et élégance. Il s'invite sur un mur d'accent dans un salon ou une galerie, dans une entrée monochrome qui devient œuvre en soi, sur du mobilier sculptural, des textiles (rideaux, velours, lin lavé) ou même sur des pièces artistiques (vases, appliques, tableaux). À mi-chemin entre le bleu Majorelle, le bleu électrique et le bleu roi, l'IKB capte la lumière différemment selon les textures et révèle toute sa puissance sur des finitions mates ou satinées. Chez GRANBLEU, ce bleu est un clin d'œil au voyage, à l'audace et à l'émotion brute. Il trouve naturellement sa place dans notre sélection de teintes fortes, comme symbole de singularité et de profondeur. Plus de 60 ans après sa création, l'IKB n'a pas vieilli. Il continue de vibrer, d'inspirer, de provoquer. Yves Klein a inventé une couleur qui n'est pas une couleur, mais un langage. Une teinte qui traverse les disciplines, les époques, les continents. Une couleur qui habille autant les murs des galeries que ceux de nos villes ou de nos maisons.



bonfilon
by EWAG

Vous recherchez un **talent** ?

Vous recherchez un **emploi** ?



Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info



03

LIFESTYLE

[45 MINUTES
(ou presque)
pour mieux comprendre

VOUS AVEZ DIT LA « LOI DUPLOMB » ?

Le 17 septembre dernier, la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité en faveur de l'examen de la pétition « Non à la loi Duplomb - Pour la santé, la sécurité, l'intelligence collective », qui a recueilli plus de 2 millions de signatures. Une première sous la Ve République. Retour sur le parcours rocambolesque de cette loi.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo gettyimages



- 
« Loi Duplomb » : les députés votent la motion de rejet ...
Le Monde avec AFP
 26 mai : la proposition de loi Duplomb est renvoyée à la suite d'une motion de rejet préalable, rendant le débat impossible. 3:00
- 
Loi Duplomb : quelle régression écologique ?
Questions du soir : l'idée - France culture
 Un éclairage sur les risques et enjeux de la réintroduction de l'acétamipride, pesticide interdit en France depuis 2018. 25:07
- 
Néonicotinoïdes, mégabassines... : la CMP sur la loi « Duplomb » est conclusive, un vote prévu le 8 juillet à l'Assemblée - Par Anne-Charlotte Dusseaux - LCP Assemblée nationale
 30 juin : un accord est trouvé sur la proposition de loi examinée en commission mixte paritaire (CMP). 3:15
- 
Pourquoi la loi Duplomb est-elle si controversée ? Comprendre en trois minutes - Par Allison Zarouri et Arthur Navet - Le Monde
 8 juillet : la loi Duplomb est adoptée par l'Assemblée nationale. 3:46
- 
Loi Duplomb : qui est Éléonore Pattery à l'origine de la pétition qui remporte un succès inédit ? - Franceinfo
 10 juillet : en réaction à l'adoption de la loi. Une discrète étudiante en master lance une pétition. Au 15 septembre, la pétition comptait 2 129 866 signatures : un succès inédit. 3:00
- 
Loi Duplomb : le Conseil constitutionnel juge la réintroduction de l'acétamipride non conforme à la Constitution - Par Florian Chaaban - TouteEurope.eu
 7 août : le Conseil constitutionnel censure l'article 2 de la loi. 3:30
- 
La loi Duplomb promulguée par Emmanuel Macron, voici ce qu'elle contient après la censure de l'article phare - Par Marie Haynes - Le HuffPost
 12 août : Emmanuel Macron promulgue la loi Duplomb. Zoom sur les points phares de la loi. 2:30



Retrouvez
la playlist
complète

04

LIFESTYLE

[EWAG BUZZ]

Trois vidéos, trois regards forts sur notre société

Ce mois-ci, vous avez été des milliers à réagir à des témoignages poignants, des débats culinaires animés et des bons plans mode engagés. Voici les contenus qui ont fait vibrer nos plateformes.



JULIA DELANNAY, LA RÉSILIENCE INCARNÉE

« On m'a retiré deux tiers de mon rectum. » À 32 ans, Julia Delannay découvre qu'elle est atteinte d'un cancer du rectum. 12 chimios. Une opération. 4 cicatrices. Une peur : la récurrence. Un témoignage vrai et nécessaire, soutenu par l'ARS Martinique.

▶ 182 k vues
♥ 7,3 k interactions



SUR UNE TABLE ANTILLAISE, IL NE MANQUE JAMAIS DE... ?

On est allé vous poser la question. Accras, piment, rhum... chacun a son avis, et ça fait débat ! Entre classiques indémodables et réponses inattendues, une chose est sûre : cette vidéo nous met l'eau à la bouche.

▶ 118 k vues
♥ 3,4 k interactions



MODE ÉCO- RESPONSABLE : NOS ADRESSES FÉTICHES

Dans ce premier épisode des Tops by EWAG, notre journaliste Léo partage ses adresses fétiches en Martinique pour une mode responsable et stylée. Des bons plans pour consommer moins mais mieux, et toujours avec flow.

▶ 69,5 k vues
♥ 3,1 k interactions



@EWAG.FR

Si *Peau d'Âne* m'était conté...

« Si *Peau d'Âne* m'était conté, j'y prendrais un plaisir extrême, le monde est vieux, dit-on : je le crois, cependant il le faut amuser encore comme un enfant », disait La Fontaine en préface à ses *Fables*.

Il faut donc toucher l'âme d'enfant qui dort en chacun de nous. C'est bien le pari qu'a fait Walt Disney, en 1937, avec *Blanche Neige et les sept nains*, premier long-métrage d'animation auquel personne ne croyait : les techniques artistiques, tout comme le budget de production, sont du jamais vu. À sa sortie les critiques sont enthousiastes. Succès qui ne s'est jamais plus démenti pour les films d'animation et qui atteint son apogée avec *Le Roi Lion*, adaptation animalière dans la savane de la pièce de *Hamlet* de Shakespeare où l'on retrouve un condensé d'émotions intenses avec la mort du père, la vengeance et l'initiation. Émotions plus légères à affronter grâce aux personnages imaginaires du dessin animé.

C'est aussi ce que pensait Charles Perrault, dans sa préface des *Contes de ma mère l'Oye*, qui regrettait que des esprits guindés ne goûtent que « le pompeux et le sublime » et ne sachent pas apprécier des contes « d'ogres et de fées » qui laissent plus de place à l'imagination et à la fantaisie.

La « fantasy » contemporaine est apparue à la fin du XIX^e siècle où l'action se déroule dans des mondes imaginaires peuplés d'êtres surnaturels. En plongeant dans ces mondes, les lecteurs visualisent des paysages, des créatures et des événements extraordinaires. Tolkien, créateur de *Hobbit* (1937) et du *Seigneur des Anneaux* (1954), défend une conception très noble de la Faërie, cette « joie » qui est « au-delà des portes du monde », qui nous fait porter un regard renouvelé, purifié, sur la réalité, et « console » de ses laideurs. Ce qui nous permet d'oublier notre vieux monde et de retrouver notre regard d'enfant, prêt à s'étonner et à s'interroger comme *Le Petit Prince* de Saint-Exupéry. Ce dernier a d'ailleurs reconnu qu'il aurait « aimé commencer cette histoire à la façon des contes de fées ».

La prochaine fois que vous lirez un conte laissez-vous, vous aussi, entraîner par les fées, autrement dit par votre imagination...

”

Novembre/Décembre 2025

A quoi mesure-t-on l'excellence ?

EWAG 360°

GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

Quand l'Innovation locale change la donne !

Dans ce dossier, cinq applications 100 % locales prouvent que le numérique peut être un levier puissant pour transformer les habitudes. Gaspiz, Kiprix et trois autres pépites tech ont un point commun : elles sont nées ici, pour ici, et elles bousculent les codes.



VIDÉOS

Des Idées qui naissent ici, des talents qui font bouger les lignes. Nos vidéos racontent l'innovation, la santé, la culture...

À travers des formats courts et humains, on donne la parole à celles et ceux qui construisent demain. À voir sur Instagram, Facebook, Tiktok, Youtube et LinkedIn : @ewag.fr

ÉVÉNEMENT

Et si on repensait l'excellence ?

EWAG s'associe à de grands événements en local et à l'échelle nationale. Du Forum Mondial de l'ESS à Bordeaux, au Salon Paris pour l'emploi, en passant par Innovation Outre-Mer à Station F ou le CIDS en Guadeloupe... Autant d'occasions de porter la voix des Outre-mer, de valoriser les talents et de créer des passerelles.

**Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS**

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43





**Découvrez nos
Offres Rentrée Pro**

-25%*
de remise

**Sur les forfaits
No Limits et
LIFE Pro 20Go**



Retrouvez nos offres entreprises sur digicelbusiness.fr

COMMENT NOUS CONTACTER

Pour plus d'informations :

Par mail : business@digicelgroup.fr

Par internet : www.digicelbusiness.fr

Par téléphone : **0 809 100 567** Service gratuit
+ prix appel



DigicelBusiness.fr

*Offre valable du 1er octobre au 30 novembre 2025 inclus, réservée aux clients professionnels. Remise de 25 % sur le montant de l'abonnement mensuel des forfaits Life Pro 20Go et No Limits avec un engagement de 24 mois, pendant 3 mois. Offre valable uniquement pour l'ouverture d'une nouvelle ligne. Remise non cumulable avec d'autres promotions en cours.